



RETOUR DE DONALD TRUMP : VERS UNE RÉVOLUTION 2.0

Par Sean SCULL, Analyste au Millénaire

William THAY, Président du Millénaire



AVANT-PROPOS

« Il s'agit d'un mouvement comme personne n'en a jamais vu auparavant et, franchement, c'était, je crois, le plus grand mouvement politique de tous les temps. Il n'y a jamais rien eu de tel dans ce pays, et peut-être même dans le monde entier, et maintenant il va atteindre un nouveau niveau d'importance parce que nous allons aider notre pays à guérir. Notre pays a besoin d'aide, et il en a grandement besoin. Nous allons réparer nos frontières, nous allons réparer tout ce qui concerne notre pays et nous sommes entrés dans l'histoire pour une raison ce soir, et cette raison sera justement celle-là¹ ». (Donald Trump). Ces mots ont été prononcés par le président américain nouvellement élu Donald Trump dans la soirée de sa victoire à l'élection présidentielle de 2024. Suite à une campagne historique, où il a notamment échappé à plusieurs tentatives d'assassinat, il a été déclaré vainqueur face à la vice-présidente et candidate démocrate Kamala Harris.

Le retour de Trump souligne l'ancrage de son mouvement politique initiée en 2015. Au terme d'une journée interminable de l'Automne 2016, l'Amérique a vécu une véritable onde de choc avec l'élection de Donald Trump à la présidence des États-Unis. Avec le Brexit cette année-là, son élection représente le deuxième événement politique dont le retentissement international est à la hauteur de la surprise, tant les sondeurs se sont trompés sur la réalité de l'élection. L'élection de Trump est alors un profond

¹“This is a movement like nobody's ever seen before and, frankly, this was, I believe, the greatest political movement of all time. There's never been anything like this in this country, and maybe the, and now it's going to reach a new level of importance because we're going to help our country heal. We're going to help our country heal. We have a country that needs help, and it needs help very badly. We're going to fix our borders, we're going to fix everything about our country and we've made history for a reason tonight, and the reason is going to be just that.” Nicholls, F. (2024, 6 novembre).

Read Donald Trump's Victory Speech in Full. Newsweek.
<https://www.newsweek.com/donald-trump-victory-speech-full-transcript-1981234>

désaveu tant pour les démocrates que pour l'establishment républicain. Très peu avaient anticipé l'élection d'un candidat comme Donald Trump, populiste, jamais élu, à la tête de la première puissance mondiale. A la veille d'une élection qui menace de faire tomber l'Amérique dans la guerre civile -et qui a minima aura laissé des traces indélébiles sur la confiance des citoyens américains et du monde entier dans l'intégrité des institutions de la démocratie ininterrompue la plus vieille du monde-, il faut s'interroger pour comprendre pourquoi Donald Trump est une révolution.

Le premier mandat du milliardaire de l'immobilier (20 janvier 2017 – 20 janvier 2021) fut marqué par la doctrine *America first*, des politiques commerciales protectionnistes, notamment avec le retrait des États-Unis de l'Accord de partenariat transpacifique (TPP), les restrictions liées à l'immigration, avec le *muslim ban* ou le retrait des accords et organisations multilatérales avec l'exemple de la sortie de l'accord de Paris sur le Climat.

Ne nous y trompons pas, Trump a déjà gagné son combat. Avant même son retour à la Maison Blanche pour un second mandat, il a déjà transformé en profondeur les États-Unis et a même fait basculer le monde dans une ère nouvelle. Le cycle néolibéral, que Reagan et Thatcher avait inauguré dans les années 1980, a pris fin pour laisser place à ce que l'on appelle la seconde révolution conservatrice qui inaugure le retour de l'État stratège et protecteur. Cette nouvelle ère conduit à des mutations majeures qui nous touchent directement. Sans la comprendre, nous risquons de poursuivre ce que le philosophe Marcel Gauchet appelle le Malheur français en manquant notre adaptation au nouveau cycle économique. En effet, la France a déjà manqué son entrée dans la mondialisation néolibérale dans les années 80 par son refus d'adopter ou du moins adapter les politiques menées par Ronald Reagan et Margaret Thatcher dans ce qui est appelée la première révolution conservatrice.

Lors de sa dernière campagne Donald Trump et ses équipes ont détaillé les politiques qu'ils ambitionnent de mettre en place dans le cadre d'un retour à la Maison blanche, c'est Agenda47. L'Agenda47 de Trump consiste en une

série de propositions que sa campagne a publiées sur son site Internet pendant la saison des élections primaires, indépendamment des propositions du “Project 2025” élaborées par une organisation tierce. En effet, le Project 2025 a été préparé par le think tank conservateur The Heritage Foundation. L’ambition de ce projet est de réparer « les dommages causés par les libéraux » et « construire une Amérique meilleure avec un programme de gouvernement clair et en préparant les cadres qui vont diriger la prochaine administration conservatrice ». Le projet 2025 est ainsi constitué comme un véritable plan pour reprendre le contrôle de Washington avec un programme politique, un cahier des charges avec des actions à entreprendre dans les 180 premiers jours de la nouvelle administration et la mise en place d’une intelligentsia conservatrice pour le mettre en œuvre. Publié en 2023, ce véritable guide politique fait près de 1 000 pages. Sur le site Internet de “Project 2025” les auteurs affirment que ce manuel est “the next conservative President’s last opportunity to save our republic.”

Ainsi, dans ce rapport nous allons tenter de répondre aux problématiques suivantes :

- Pouvons-nous affirmer que Donald Trump incarne une seconde révolution conservatrice ?
- Comment expliquer le succès de Trump ?
- Quel est son projet pour l’Amérique ?
- Quelles conséquences pour l’Europe et le monde ?

Dans une première partie nous analyserons en quoi le phénomène Trump est une révolution. Puis, dans une seconde partie nous verrons en quoi Trump incarne une seconde révolution conservatrice. Dans une troisième partie nous reviendrons sur la vision du monde de Donald Trump.

Table des matières

<i>Le retour de Trump au pouvoir : une révolution 2.0</i>	1
AVANT-PROPOS	2
<i>Trump : une révolution aux États-Unis d'Amérique</i>	6
De quoi Trump est-il le nom ?	6
La fin du cycle néolibéral	6
Une nouvelle donne géopolitique	10
Les déceptions des présidences de Barack Obama et de Joe Biden	13
Le cri de l'Amérique profonde	16
Le refus du politiquement correct	20
Donald Trump, une histoire américaine	22
<i>Le succès et l'évolution de Trump</i>	29
Succès de Trump en 2016	29
Bilan de la présidence Trump et échec de 2020	36
L'évolution 2024	44
<i>Le Monde selon Trump</i>	48
Plan Interne	48
Plan externe	52
<i>Impact de Trump sur l'avenir</i>	55
Pérennisation du trumpisme et du mouvement MAGA	55
Trumpisme parenthèse ou un MOUVEMENT D'AVENIR ?	56
Influence sur les droites dans le monde	58
Conséquences politiques du retour de Trump pour la France et l'Europe	60
Conclusion	62

TRUMP : UNE REVOLUTION AUX ÉTATS-UNIS D'AMÉRIQUE

DE QUOI TRUMP EST-IL LE NOM ?

Ses détracteurs décrivent Donald Trump comme quelqu'un d'imprévisible et d'impulsif sans colonne vertébrale idéologique ou de doctrine politique. Ce serait un être soi-disant « populiste » (un terme souvent utilisé à tort de manière péjorative pour discréditer le discours d'un adversaire politique cf. voir mon ouvrage « [Le populisme : symptôme d'une crise de la démocratie](#)² ») dont l'unique objectif est de flatter les foules et conquérir le pouvoir pour assouvir son égo démesuré.

Bien qu'il y ait une certaine dose de vérité dans cette description, elle est biaisée, caricaturale et incomplète. Nous allons, dans les paragraphes ci-dessous, tenter d'analyser le phénomène Trump en cherchant à comprendre en quoi il est le nom. Donald Trump est l'incarnation de plusieurs mouvements qui ont frappé les Américains : la fin du cycle néolibéral, l'émergence de la Chine qui conteste le leadership américain, une double déception des présidences Obama et Biden, le soulèvement de l'Amérique profonde, ainsi que le refus du politiquement correct.

La fin du cycle néolibéral

Le néolibéralisme comme première révolution conservatrice

Le cycle néolibéral, commencé avec la révolution conservatrice des années 1980, naît de la volonté de réduire les interventions des États dans la sphère économique et sociale. Il est inauguré par l'arrivée au pouvoir de Ronald

² Scull, S. (2024). Le populisme : symptôme d'une crise de la démocratie – comment le néolibéralisme a triomphé en France et en Suède. L'Harmattan. <https://www.editions-harmattan.fr/catalogue/livre/le-populisme/76114>

Reagan aux États-Unis, et de Margaret Thatcher au Royaume-Uni. Alors que les économies occidentales sont touchées par une inflation forte et un chômage élevé à la suite des deux chocs pétroliers (1973 et 1979), les idées Keynésiennes qui ont marqué la reconstruction après la seconde guerre mondiale, ne font guère plus l'unanimité. Dans une phrase restée célèbre, Reagan affirme lors de son investiture que « le gouvernement n'est pas une solution, il est le problème ». Convaincu par les thèses de Milton Friedmann et Friedrich Hayek, il va alors opérer une importante dérégulation de l'économie, en cantonnant l'État à un rôle de protecteur du marché (garantissant la concurrence libre et non faussée), et de garant de la propriété privée.

Cette pensée néolibérale va donner naissance au consensus de Washington, qui donne corps à cette nouvelle philosophie économique et qui va guider la conduite des politiques monétaire et budgétaires dans la plupart des pays occidentaux jusqu'à la crise de 2008. On y trouve d'abord une opposition frontale au déficit budgétaire, accusé de n'offrir qu'une croissance à court terme et de peser sur les générations futures. Il est donc réduit à un rôle de stabilisation ponctuelle. Pour se faire la dépense publique doit se limiter à des secteurs clefs, indispensables à la croissance et au soutien des plus faibles. Pour ne pas pénaliser l'économie, les impôts doivent avoir des taux marginaux les plus faibles possibles en compensant par une assiette plus large. Les taux d'intérêts ne sont pas un outil stratégique mais seulement de régulation, ils doivent varier en réponse au marché. Mais c'est surtout sur le plan du commerce que le consensus de Washington va transformer notre monde en profondeur. Il prône un libre-échange qui est le seul horizon que le jeune lecteur aura connu. Censé favoriser la compétition et la croissance, le commerce international doit être limité par le plus faible nombre possible de règles, les capitaux doivent circuler librement, les entreprises doivent être privées et le monde aussi financiariser que possible.

Le néolibéralisme aura sans contestation possible élevé le niveau de vie des populations dans le monde. Le PIB mondial a été multiplié par quatre entre 1980 et 2020 alors que la population mondiale a été multipliée par deux. La

richesse par habitant a donc doublé en moyenne. Jamais dans l'histoire humaine, la pauvreté et les famines n'auront été aussi basse, en proportion de la population mondiale. Mais la mondialisation aura aussi participé à un déracinement des individus comme le démontre la révolte des Gilets jaunes ou d'autres manifestations des classes moyennes dans le monde entier. Les révoltes s'expliquent par un tassement du niveau de vie et une aggravation des inégalités comme l'a souligné Christine Lagarde dans une interview aux Échos.

Sur le plan immatériel, on peut le définir comme une perte de repères, qui sont ceux qui fondent la place de l'individu dans la collectivité à laquelle il appartient. La gestion publique associée à cette mutation néolibérale « le New Management Public », a conduit les états à adopter une logique d'entreprise plaçant la question financière au centre de toute décision politique. Cette évolution a vidé de son sens l'appartenance à la nation faisant de l'homme un concept universel et interchangeable. Cet effacement s'est étendu aux États, qui surpassé par la rationalité des marchés, s'est retiré de ses grands engagements, comme la protection des individus ou l'égalité.

La fin d'un cycle

Le néolibéralisme, selon Francis Fukuyama, devait préfigurer la fin de l'Histoire grâce à la victoire du capitalisme et la suprématie absolue et incontestable de l'idéologie libérale comme métronome des relations entre nation. Or c'est précisément le retour des fléaux dont elle avait annoncé la fin, qui sonne le glas de cette ère libérale avec d'un côté le retour des conflits entre les nations refermant la parenthèse ouverte à la fin de la guerre froide et de l'autre côté la fracture au sein des nations appelé Archipel par le politologue Jérôme Fourquet. Nous assistons ainsi à la résurgence de nombreux conflits régionaux et l'ombre d'un conflit de grande échelle entre les USA et la Chine pouvant aboutir à une nouvelle guerre froide entre les deux superpuissances. De plus, la mondialisation n'a pas bénéficié à tous les

hommes de la même manière, les 40 dernières années auront été l'occasion à la fois d'une croissance et d'une concentration inédite des richesses.

Deux crises majeures vont faire prendre conscience au monde de la limite du système néolibéral. La crise de 2008 va être un profond bouleversement car elle démontre à la fois les fragilités d'un système financier en manque de régulation et une nécessaire intervention des États dans l'économie de marché. Ce sauvetage de l'économie va engendrer un coût qui va être pris en charge en partie par une augmentation de la dette publique mais également des mesures d'austérité budgétaire notamment au sein de la zone euro. Alors que la crise de 2008 conduit à une augmentation de la demande de protection, les dirigeants des pays occidentaux ont poursuivi des politiques publiques néolibérales. Cette erreur d'interprétation de l'importance de la crise financière a conduit en partie au Brexit et à l'élection de Donald Trump en 2016. La crise du coronavirus sonne le glas d'une ère néolibérale ouverte dans les années 80 par Ronald Reagan et Margaret Thatcher.

La crise du Covid va en effet mettre en lumière trois phénomènes qui sonnent définitivement l'entrée dans une nouvelle ère qu'importe le résultat de l'élection américaine. D'abord elle met en exergue la fragilité des économies occidentales, qui en délocalisant leurs productions, et en désindustrialisant leurs pays, se sont rendues dépendantes pour produire des biens nécessaires à leur survie. Le difficile approvisionnement en masque et en respirateur artificiel en aura été la cruelle illustration. Cette crise met encore plus à mal l'équilibre international fondé sur le transfert de la production vers les pays émergents, dont le coût est moins élevé afin de maintenir une augmentation régulière du pouvoir d'achat des classes moyennes occidentales. Ensuite la crise remet la nation comme horizon indépassable du citoyen quand celui-ci voit le danger arriver. Alors qu'il s'agissait d'une pandémie mondiale, les organisations internationales comme l'OMS ou régionales comme l'Union européenne n'ont pas joué un rôle efficace dans la coordination des réponses gouvernementales. Ainsi, le début de la crise sanitaire a mis en lumière l'inefficacité de l'UE et le manque

de solidarité entre les États membres. Ce défaut conduit nécessairement à un retour de l'État nation comme acteur clé de la gestion de crise pour protéger ses citoyens. Enfin, les premiers de corvée ont démontré leur importance dans le fonctionnement d'une nation à travers le rôle indispensable des infirmiers, policiers, caissiers, éboueurs et autres travailleurs en première ligne de la crise. Or ce sont les grands oubliés de la mondialisation, comme l'a démontré la crise des Gilets jaunes. La courbe dit de l'Éléphant de Milanovic, le montre. Elle trace la croissance des revenus en fonction de la place dans le revenu mondial. Or une seule partie de la population mondiale n'a pas bénéficié de la mondialisation, c'est le creux de la trompe des éléphants, la classe moyenne inférieure des pays développés.

La fin du cycle néolibéral a mal été appréhendé par Barack Obama, qui a certes permis aux États-Unis de se relever après la crise financière de 2008, mais n'a pas accompli la mutation nécessaire. En ce sens, il a certes marqué l'histoire par les conditions de son élection mais il ressemble davantage au Président Kennedy comme symbole politique qu'aux grands réformateurs qu'étaient Franklin Delano Roosevelt avec l'arrivée des thèses keynésiennes ou encore Ronald Reagan et le cycle néolibéral.

Une nouvelle donne géopolitique

Le retour des Empires et la contestation de la politique américaine

La crise de 2008 a permis de voir le retour de l'État comme horizon de la réponse aux inquiétudes des populations. Les nations ont connu un renforcement de leur pouvoir lors des dernières années de l'ère néolibérale. D'abord les États-Unis n'ont plus le rôle aussi écrasant qu'ils ont pu avoir par la passée. Les erreurs commises au Moyen-Orient notamment, ont fait naître une contestation d'états qui refusent la vision américaine en termes de politique extérieure. Il n'est plus rare de voir des pays comme la Turquie ou l'Arabie Saoudite faire part de désaccord majeur. Ces états en particuliers, qui comptent jouer un rôle dans le concert des nations, renouent avec la stratégie du contrôle régional. Ils tentent de faire respecter leur position régionale dominante en influençant leur voisin et en nouant avec eux des

relations bilatérales, qui se passe d'une supervision occidentale ou multilatérale. On peut citer 6 grands états qui répondent à ce schéma, la Chine, la Russie, la Turquie, l'Inde, l'Iran et le Brésil.

Ces nations vont devoir réaliser l'équilibre entre politique et marché. Elles vont devoir choisir entre un rôle de régulation pour l'État (garant de l'ouverture au marché et prometteur d'une croissance importante) et un rôle plus stratège qui expose ces pays à des difficultés pour conserver une croissance soutenue. La situation de la Turquie est à cet égard pleine d'enseignement. Alors que la croissance turque était soutenue ces dernières années (5,7% en moyenne depuis 2010), elle fait face à des difficultés économiques qui ne sont pas complètement étrangères à ces décisions stratégiques et qui ne lui permette pas de réaliser son plein potentiel économique. L'impasse des négociations quant à son entrée dans l'Union Européenne, la force également à renoncer à l'entrée dans un marché qui aurait largement favorisée sa marche en avant économique.

Le monde se bipolarise autour de l'axe sino-américain

Dans ce nouvel équilibre mondial, Donald Trump a poursuivi le pivot entamé par Barack Obama. Le pivot asiatique a été lancé par l'ancien président et sa secrétaire d'État Hillary Clinton, et il vise à faire basculer le centre de gravité de la diplomatie américaine vers l'Asie-Pacifique au détriment des européens. Cela s'est traduit notamment par un rapprochement avec le Vietnam et la Birmanie, pour contrer l'influence chinoise qui vise la première place mondiale pour les 100 ans de la création de la nouvelle Chine par le Parti communiste en 2049. Le déclenchement de la guerre commerciale contre la Chine par Trump est une autre manifestation de la réorientation stratégique américaine, pour empêcher la Chine d'accomplir son objectif.

Le conflit commercial spectaculaire qui a agité les relations sino-américaines ces dernières années, et la manifestation d'une bipolarisation du monde autour de ces deux grandes puissances, voire peut-être de l'émergence d'une nouvelle forme de guerre froide. Alimenté par un double

nationalisme, d'une génération d'Américains qui n'a toujours connu que la première place mondiale, et d'une génération de chinois qui veut renouer avec son glorieux passé, le conflit va ralentir la croissance de certains états, voir en rendre certain otage des tensions qui se jouent.

Donald Trump, en prenant un virage protectionniste, prépare son pays à l'affrontement avec la Chine. La nature de cet affrontement a été théorisé par Graham Allison dans un livre désormais célèbre, qui se nomme *Vers la guerre*. Il explique que l'Histoire montre qu'une guerre se déclenche lorsqu'une nation dominante (les États-Unis), fait face à une nation émergente (la Chine). La première souhaite continuer sa domination, la seconde veut faire reconnaître son rôle de grande puissance. Son illustration vient de l'antiquité, lors de la guerre du Péloponnèse que Thucydide nous compte, ce qui donnera son nom à la théorie d'Allison : le piège de Thucydide. Or ce conflit, pour le moment économique entre les États-Unis et la Chine, autoalimente une forme de concurrence pour la première place mondiale à tous les niveaux.

La guerre commerciale empêche en partie l'émergence économique de pays qui pourrait perturber cette bipolarisation du monde. En effet, par sa politique, Donald Trump freine la croissance des autres pays asiatiques. En minant la confiance des entreprises, en désorganisant les chaînes de production et en augmentant les prix, l'augmentation des tarifs douaniers et les sanctions commerciales ont aussi touché des pays comme l'Indonésie, le Bangladesh ou l'Inde. Sa politique polarise les pays, en les plaçant dans une situation délicate de dépendance à l'un des deux protagonistes comme à l'époque de la Guerre froide. Les Chinois ont de leur côté mis en place une stratégie avec les routes de la soie. Ce programme géant d'infrastructure de commerce, piloté par Pékin et dont le but est d'alimenter la Chine, en particulier en matière première, est alimenté par des prêts chinois la plupart du temps. Ce sont près de 60 milliards de prêts de capitaux qui auraient ainsi été consentis. Ces prêts rendent l'économie de pays comme la Malaisie ou le Sri Lanka dépendant des taux d'intérêts chinois et représente ainsi un véritable fardeau financier. Les pays asiatiques sont

coincés entre la pression chinoise qui veut accroître sa domination sur la région et les États-Unis qui souhaite conserver la possibilité d'étouffer la Chine en cas de guerre.

Les déceptions des présidences de Barack Obama et de Joe Biden

L'échec Obama

Pour comprendre l'élection de Donald Trump il faut aussi faire le bilan de son prédécesseur et une photographie de l'Amérique à l'été 2016. Obama fut un grand communicant et sa politique s'est inscrite dans la tradition des nouveaux démocrates qui ont émergé avec la politique de Bill Clinton aux États-Unis ou encore Tony Blair au Royaume-Uni. Autour de discours très policés, il ne s'est jamais vraiment défait de l'ordre établi à Washington. Plus grave, il a rompu une forme de confiance avec le peuple américain, chez qui son élection avait procuré un espoir à la hauteur de la nouveauté de voir un Président afro-américain à la Maison Blanche. Cette rupture de la confiance s'est d'abord faite sur les questions raciales. Le rêve d'une Amérique post-raciale s'est envolé : après 8 ans de mandats aucune amélioration économique n'a eu lieu pour les afro américains dont le taux de chômage et de pauvreté est resté le même qu'à l'arrivée d'Obama au pouvoir. En parallèle, la criminalité et les fusillades n'ont pas décru, contribuant au sentiment de défiance des classes moyennes et populaires blanches. Ainsi, les relations inter-raciales se sont dégradées. Obama n'a pas su canaliser la colère légitime que des bavures policières a provoqué. Il avait l'assise pour que l'expression de cette colère se fasse dans un cadre démocratique mais elle s'est accompagnée d'un déchaînement de violence qui prédisait déjà les événements de l'été 2020, et leur lot de débordements. A l'arrivée d'Obama au pouvoir, 59% des Afro-Américains jugeaient bonnes les relations raciales aux États-Unis, ils étaient 60% à penser l'inverse en 2016.

Le deuxième point sur lequel Obama a déçu est économique. Il n'a pas réussi à faire entrer les États-Unis dans une nouvelle ère permettant à la fois de répondre à la crise de 2008 et à la montée de la Chine comme concurrent crédible pour la première place mondiale. Il a principalement poursuivi les

politiques menées par les Démocrates de Bill Clinton ou les Républicains de George W Bush autour de politiques plus libérales en matière d'économie, de fiscalité ou de commerce avec une poursuite des accords de libre-échange. Il a ainsi laissé une Amérique plus inégalitaire, dont les classes ouvrières victimes de la désindustrialisation et des subprimes se sont senties laissées pour compte. La crise de 2008 a fait perdre 3,6 millions d'emplois à haut revenu et 2 millions d'emploi bon marché. La reprise aura inversé ces chiffres, recréant 2,6 millions d'emploi qualifiés et 3,8 millions d'emploi précaires. Dans le même temps, les revenus des 1% les plus riches ont augmenté de 11% rien que pour l'année 2013. Ainsi, même si les chiffres de l'économie américaine étaient très bons au niveau macroéconomique en 2016, de très larges pans de la population américaine s'en retrouvaient laissés pour compte, notamment les plus pauvres, et de nombreux américains sortis définitivement du marché du travail et subsistant sur les « disability benefits ».

Sur le plan des questions sociétales aussi la déception a été à la hauteur de l'enjeu. Les Américains attendaient une vraie révolution notamment sur la question de la couverture maladie. L'Obamacare avait suscité un véritable enthousiasme chez notamment les plus défavorisés. Il aura été très loin de l'assurance maladie universelle comme on la connaît en France. En introduisant un « mandat » obligeant à s'affilier à une assurance médicale, Obama a certes amélioré l'accès au soin d'une petite partie des américains, mais il a fait monter le coût des soins pour la grande majorité de la classe moyenne américaine, sans compter les ratés de la plateforme censée permettre aux américains de trouver l'assurance qui leur convient. Surtout il a sorti du débat la possibilité même d'une réforme profonde et d'une remise en question de la mainmise des sociétés privées sur l'assurance maladie. Cette question est finalement symptomatique de son incapacité à secouer les acquis de l'establishment démocrate.

L'échec Biden

Persuadé d'incarner le rempart démocratique et la liberté, Joe Biden souhaitait initialement être de nouveau candidat comme Donald Trump en novembre 2024 pour empêcher l'ancien président de revenir à la Maison Blanche. Il mettait régulièrement en garde les électeurs américains contre les conséquences néfastes d'une réélection de Donald Trump. Selon le vétéran démocrate, le retour aux affaires du représentant MAGA (Make America Great Again) mènerait l'Amérique à sa perte.

"Democracy is on the ballot. Your freedom is on the ballot.[1]"

C'est sur ces mots que Joe Biden avait annoncé sa candidature pour la présidentielle de 2024. Persuadé d'incarner le rempart démocratique face à Donald Trump, il avait pour ambition, de briguer un second mandat, pour terminer le travail et empêcher le retour d'un président. Le vétéran démocrate a régulièrement mis en garde les électeurs américains des conséquences néfastes d'une réélection de Donald Trump, en allant jusqu'à comparer les éléments de langage du milliardaire à ceux utilisés en Allemagne nazie : "the same exact language used in Nazi Germany". Cette rhétorique agressive vis-à-vis de son opposant politique est une manière de détourner les regards de son propre mandat, qui n'est pas catastrophique, mais loin d'être parfait et exempt de tous critiques. Entre crise migratoire, crise politique avec le Texas, les conséquences de la pandémie de la Covid-19 avec l'inflation, la guerre en Ukraine ainsi qu'en Israël, la dédollarisation mondiale, l'appauvrissement de la classe moyenne, les tensions avec la Chine au sujet de Taïwan, son mandat est marqué par une restructuration de l'ordre international, qui paraît inévitable mais, qui ne joue pas en faveur des États-Unis d'Amérique qui pourraient perdre leur influence hégémonique.

Finalement, Joe Biden n'aura pas réussi son pari puisqu'il s'est retiré le dimanche 21 juillet de la course à la Maison Blanche. Cette décision s'explique notamment par de mauvais sondages qui le plaçaient en mauvaises positions dans l'hypothèse d'un match retour contre Donald Trump. Ainsi, le débat télévisé du 27 juin affrontant les deux derniers

présidents avait tourné à l'avantage de l'ex-locataire. Pire, le président des États-Unis apparaissait très fragile au point de faire naître des doutes sur son état de santé, ce qui a suscité des interrogations dans son propre camp. De nombreuses figures démocrates ont ainsi poussé Joe Biden à laisser la place à sa Vice-Présidente Kamala Harris en raison : de mauvais sondages, de son âge, et d'un bilan jugé peu flatteur. Joe Biden, selon l'Institut Gallup[2], possédait de très mauvais sondages d'approbation, dans la dernière ligne droite avant une réélection. Seul Jimmy Carter, était dans une situation plus délicate que la sienne, avant qu'il ne soit battu par Ronald Reagan.

Ainsi, son bilan est sévèrement jugé, puisqu'en moyenne (liste des sondages recensés par RealClearPolitics[3]), seuls un peu plus de 20% des Américains estiment que le pays va dans la bonne direction contre plus des deux tiers qui pensent le contraire. De même, lorsqu'on interroge les Américains sur lequel des deux derniers présidents était le meilleur sur plusieurs thématiques, le jugement sur Joe Biden est sévère. Ainsi, on notait sur un sondage NBC News[4] un différentiel en faveur de Donald Trump très important sur : la sécurité des frontières (+35 points d'écart), santé physique et mentale pour être président (+23 points), l'économie (+22 points), être compétent et efficace (+16 points), place de l'Amérique dans le monde (+11 points), lutter contre la violence et les crimes (+21 points). Joe Biden l'emportait sur : la protection de la démocratie (+2 points), protéger le droit à l'avortement (+12 points) et ceux des migrants (+17 points). De plus, les Américains semblaient préférer les Républicains aux Démocrates pour régler les problématiques économiques ou encore de sécurité nationale selon un sondage effectué par l'Institut Gallup[5].

Le cri de l'Amérique profonde

L'électorat de Donald Trump

Cet échec de la politique Obama s'est cristallisé autour d'une partie de la société américaine qu'on a l'habitude d'appeler l'Amérique profonde. C'est dans les milieux ruraux que Trump a réalisé ses meilleurs scores électoraux. Ces américains sont pour la plupart blancs, issus de régions industrielles ou

agricoles, et voient leur travail menacé par la délocalisation, si bien qu'ils se sentent délaissés par la mondialisation. Trump a su susciter un véritable espoir chez cet électorat, qui d'habitude se mobilise peu pour les présidentielles. C'est par milliers qu'ils se sont déplacés aux meetings du milliardaire américain. Il faut bien comprendre que pour une partie des Américains le pays est coupé en deux. Il y a les États-Unis du gouvernement, des universités, des grandes institutions financières, celle qui prend l'avion pour faire New-York Los Angeles. Entre la côte est et la côte ouest il y a cette deuxième Amérique, qui ne prends jamais l'avion, qui croit en Dieu, qui possède une ou plusieurs armes et qui est solidaire de ses voisins. Or cette Amérique s'est sentie trahie par une classe dirigeante qui ne s'est tournée vers eux, que lorsqu'il a fallu se sacrifier au Vietnam, en Afghanistan ou en Irak.

Mais là où peut-être Trump a réalisé la meilleure jonction électorale c'est le sur le plan des classes moyennes. En effet l'Amérique profonde que l'on vient de décrire n'est pas la seule qui craint pour son avenir. Il y a eu un véritable déclassement des Américains moyens, qui autrefois constituaient un modèle dans le monde entier, autour du rêve américain, de la vie de banlieue pavillonnaire prospère. C'est toute la croissance économique de l'Amérique qui s'est fondée sur une société de consommation alimentée par une classe moyenne importante, or elle n'est plus majoritaire aux États-Unis et elle a connu un tournant majeur, elle n'est plus à l'abri de difficultés pour joindre les deux bouts. Il y aurait aux États-Unis, 51 millions de ménages qui ne gagnent pas assez pour assurer l'ensemble de ses dépenses récurrentes, le logement, l'alimentation, l'éducation, le transport et le téléphone. 35 millions de ces foyers sont considérés comme appartenant à la classe moyenne. Dans un livre publié en 2016, l'économiste Brank Milanovic trace une courbe décrivant l'augmentation des revenus en fonction du quartile dans la répartition de la richesse mondiale. On y voit que les revenus des catégories très pauvres ont progressé, ainsi que les 1% les plus riches. Mais les grands perdants de la mondialisation en termes de pouvoir d'achat sont les classes moyennes occidentales. Ce phénomène n'est pas donc pas

purement américain. Mais il est d'autant plus visible aux États-Unis, que sa classe moyenne a très longtemps été un modèle de développement.

Donald Trump, champion de la Rust Belt désindustrialisée

L'élection de Donald Trump peut se comprendre comme une conséquence de la désindustrialisation provoquée par l'ère néolibérale. En effet, pour maintenir le pouvoir d'achat des classes moyennes, les différents gouvernements ont favorisé la délocalisation d'une partie de leur production vers les pays émergents. Toutefois, cet équilibre s'est rompu avec la crise financière de 2008 puisqu'une grande partie de la classe moyenne américaine n'a pas retrouvé leurs conditions de vie d'avant-crise. Trump a été en réalité le premier à comprendre le désarroi d'une partie de la population américaine.

L'élection de Donald Trump ne s'explique pas, comme aime à le dire une partie de l'establishment américain, à un réflexe identitaire d'un homme blanc, qui aurait perdu son statut d'opresseur. D'abord il y a une confusion entre la question de l'identité raciale et la crainte de la mondialisation qui se manifeste par une question d'identité nationale. Si la crispation identitaire se ressent dans les préoccupations américaines, elle est moins celle de l'homme blanc face au progressisme social, que celle de la classe moyenne américaine face à la désindustrialisation et la perte de son statut. Ce ressentiment s'est exprimé lors des élections de 2016 notamment dans la partie des États-Unis touché par la désindustrialisation, les cinq états de la Rust Belt (Michigan, Indiana, Ohio, Wisconsin et Pennsylvanie).

Ces États traditionnellement démocrates ont fait basculer le vote, en se détournant d'Hillary Clinton, principalement sur les questions économiques et sociales plutôt que sur des crispations ethniques. L'ancienne candidate démocrate incarnait ainsi l'ère néolibérale en raison de son positionnement politique mais également aussi à la politique poursuivie par son mari dans les années 90 en faveur du libre-échange commercial qui a permis aux entreprises de délocaliser les emplois de la classe moyenne blanche. Comme

lors du changement d'ère en 1980, ce sont les anciens électeurs démocrates qui ont basculé les États-Unis dans une nouvelle mutation. En effet, la classe populaire blanche, peu diplômée, avait soutenue Ronald Reagan dans les années 80 (ils étaient appelés « Reagan Democrats ») avant de se laisser séduire par Donald Trump en 2016.

Entre 1970 et 2010, les États-Unis ont perdu huit millions d'emplois dans le secteur manufacturier, dont la grande majorité autour de la Rust Belt. Dans le même temps, la population de ces zones n'a cessé de diminuer, parfois de manière dramatique. Entre 1980 et 1990, 23% de la population va quitter la région, et 17% entre 2000 et 2010. Cet exode est symbolisé notamment par la désertification de Détroit, autrefois place centrale de l'industrie automobile, et dont la population est passée de 1,8 millions d'habitants à seulement 700 000 aujourd'hui. Les habitations laissées à l'abandon dans Détroit, représente l'équivalent d'une ville comme Marseille.

Le déclassement d'une zone qui a fait la fortune de l'Amérique, a créé un sentiment de défiance important contre la classe politique américaine, jugée coupable de son aveuglement pour la philosophie néolibérale. En premier lieu ce sont les traités de libre échange qui sont souvent pointés du doigt. Le NAFTA (l'accord de libre-échange nord-américain, signé par l'administration Clinton, le Mexique et le Canada) aurait ainsi fait perdre plus de 700 000 emplois à l'industrie américaine. La crise des subprimes va parachever cette montée de la colère, en touchant particulièrement la zone. En effet, les familles américaines vivant dans les banlieues de la Rust Belt ont contracté les fameux prêts immobiliers, à l'origine de la crise, qui n'ont pu être remboursés quand les taux d'intérêts se sont envolés. En octobre 2009, au plus fort des conséquences de la crise c'est près de 10,2% de la population américaine qui va se retrouver au chômage, dans une situation quasi inédite depuis les années 1930. Le plan de sauvetage massif des banques par les administrations Bush et Obama a certainement peser dans la conscience de la classe moyenne et pauvre américaine. Aux yeux de la classe populaire blanche, il devait paraître inconcevable de sauver les banques jugées responsables de l'effondrement de l'économie américaine,

de la fermeture des entreprises, de la perte de leur emploi et de leur domicile.

L'ascension fulgurante de Donald Trump s'explique en partie par sa capacité à avoir séduit cette Amérique déclassée. Plus que tout, il leur a donné l'envie de s'engager auprès de lui et de croire de nouveau en la politique. Il faut se souvenir de l'incroyable engouement populaire à chacun des déplacements de Donald Trump. Il va organiser des meetings géants à Canton (Ohio) en Septembre, à Greenbay (Wisconsin) ou à Moon (Pennsylvanie) en Novembre. Des études électorales montrent que c'est parmi les syndicalistes, dont le revenu par foyer est inférieur à 50 000\$ (le revenu moyen par foyer est de 61 000\$) par an, que Donald Trump va réaliser la plus forte progression du parti républicain entre 2012 et 2016. Par la promesse de remettre au centre des décisions politiques et de rendre sa grandeur à cette Amérique déclassée, il a su susciter un espoir qui l'aura sans aucun doute conduit au pouvoir.

Le refus du politiquement correct

L'élection de Donald Trump aura aussi été celle de l'avènement d'une contreréaction à ce que l'on pourrait qualifier de politiquement correct. En brisant ce carcan de la démocratie américaine il a réussi à libérer la parole des déclassés de la mondialisation. Pour beaucoup d'Américains il a eu le courage de dire tout haut ce que l'Amérique rurale ne peut pas dire faute d'être représentée. L'intelligentsia démocrate a voulu lisser la société américaine, sortir toute violence de l'espace démocratique, au point de limiter la liberté d'expression. A force de confondre ce qui est bien et ce qui est vrai, les démocrates se sont vus déconnectés de la société américaine. Face à cette aseptisation du débat, Trump a eu la réaction la plus simple pour casser cette dynamique : l'outrance. Dans une Amérique profonde frustrée de ne pouvoir s'exprimer, qualifiée de raciste et rétrograde, Trump a agi comme un véritable bulldozer sur la scène médiatique américaine. Il a remis la politique sur le terrain du réalisme la sortant de la morale. Cette opposition frontale au politiquement correct s'est matérialisée autour d'une forme assez nouvelle de communication politique.

Trump s'est en effet distingué par ses propos assez provocateurs, dès sa déclaration de candidature, qualifiant les immigrants mexicains de « meurtriers » et de « violeurs ». Mais ce qui frappe au-delà dans ses discours, c'est la pauvreté du langage. Ainsi, une étude de fin 2017 publiée dans *Political Studies Review* avait montré que là où Obama utilisait un vocabulaire d'un niveau Seconde (un peu au-dessus de la moyenne), Trump, lui, se situait très loin derrière les autres présidents testés, avec un vocabulaire qu'un élève de CM1 peut comprendre. Par ailleurs, ses phrases étaient aussi plus courtes et plus simples. Loin de ce qui pourrait être un mépris de classe, ceci représente un outil rhétorique et une véritable volonté de simplifier le langage pour le rendre plus accessible. Ainsi, Donald Trump utilise en immense majorité des mots très courts et très simples. On retrouve chez lui comme mot les plus courants : "good" (bien), "bad" (mal). Il a deux qualificatifs préférés pour ses partenaires et ennemis en politique. Ils sont des "bad guys", comme il a pu appeler Bachar Al Assad, ou des "amazing guys".

Il serait simpliste d'attribuer cette particularité du langage à une pauvreté d'esprit de Donald Trump. Au contraire, elle est, pour certains spécialistes du langage, une stratégie de communication. Peter Lawler, professeur de sciences politiques à l'université de Berry College explique ainsi : « Donald Trump tente de rassurer son auditoire, en touchant nos instincts politiques primaires. Il répète des mots simples. » et ceci est complété par le professeur de communication à Harvard Kennedy School Matthew Baum : « Une certaine frange d'Américains associent la simplicité à l'honnêteté. Ils ne croient plus aux discours trop élaborés, ils les jugent trompeurs ». « Les autres candidats révisent beaucoup avant les débats, et leurs réponses semblent trop préparées à l'avance. Trump se contente de dire ce qui lui passe par la tête. Mais tout cela est calculé, il sait très bien ce qu'il fait », analyse encore Peter Lawler. De plus, en classant les personnalités ou les propositions politiques en deux catégories très claires : good et bad, Donald Trump s'assure de la lisibilité parfaite de son positionnement. En 2016 lors de la primaire, il s'est aussi évertué à placer ses phrases courtes et percutantes à chaque fois qu'un candidat s'enfermait dans une explication

trop longue et trop technique. Marco Rubio en a fait les frais à plusieurs reprises notamment sur le terrorisme. Enfin cette simplicité du langage s'inscrit remarquablement dans l'époque des réseaux sociaux. Ces discours en particulier, sont faciles à résumer en quelques tweets et en rendent la promotion très efficace. On pourrait dire que Trump parle comme il tweete.

Donald Trump, une histoire américaine

Donald Trump incarne un moment historique dans la politique américaine. D'abord parce qu'il l'aura marqué par sa présence dans les cycles électoraux. En effet, Donald Trump, avec son mouvement MAGA, domine le parti républicain depuis 2016. Mais, même s'il a perdu l'élection présidentielle de 2020 face à Joe Biden, Donald Trump est également un personnage central de la politique américaine depuis 2016. À la fin de ce deuxième mandat en 2028, Donald Trump aura été un acteur de la politique américaine sur une durée de 12 ans. Ce qui est comparable aux trois mandats de Franklin D. Roosevelt de 1933 à 1945. De plus, Trump incarne un moment historique dans la mesure où il incarne une rupture avec la ligne traditionnelle du *Grand Old Party*. En effet, Donald Trump a totalement phagocyté le Parti républicain en s'opposant ouvertement à la ligne néoconservatrice, néolibérale et plus généralement au consensus de Washington. Cette rupture s'illustre par le terme péjoratif qu'il a développé : *Republican in name only* (RINO). Les critiques de ténors du GOP comme l'ancien président George W. Bush ou de Liz et Dick Cheney à l'encontre de Donald Trump sont d'autres exemples qui viennent illustrer cette rupture avec la ligne politique historique du Parti républicain.

Donald Trump incarne un style de communication politique avant-gardiste. Si aujourd'hui la communication sur les réseaux sociaux s'est normalisée, nous rappelons qu'en 2016, cela était moins le cas. Or, la force de Donald Trump aura été de s'opposer aux médias *mainstream* ou dominants en français en communiquant d'abord sur Twitter puis sur sa propre plateforme Truth Social. En 2024, le candidat républicain a reconfirmé sa capacité à communiquer sur les médias alternatifs en participant à des podcasts, dont celui de Joe Rogan, *The Joe Rogan Experience*. En outre, au-

delà de sa capacité de maniement des plateformes médiatiques du numérique, Donald Trump a marqué l'Amérique par un vocabulaire politique qui lui est propre. Notamment à travers des phrases chocs et des slogans comme *fight, fight, fight* ou *drill, baby, drill*. Nous pouvons ajouter à cela sa tendance à diaboliser les adversaires politiques. En 2016, il avait surnommé Hillary Clinton *crooked Hillary* ou plus récemment Joe Biden *Sleepy Joe* et Kamala Harris *Laffin' Kamala*. Enfin, la force de Trump est de tirer avantage de sa carrière politique à travers le *merchandising* de produits à son effigie tels que des casquettes ou des t-shirts.

Donald Trump, c'est aussi une histoire américaine et c'est ce qui fait sa force. Dans l'ère de la mondialisation, il incarne ce qu'il y a de plus américain du fait de sa réussite dans l'immobilier et sa défense de l'identité américaine. C'est l'histoire de l'*American dream* et du succès. Celle d'un magnat de l'immobilier de New York qui n'avait rien à voir avec la politique qui s'est présenté en 2016 car il voulait reprendre le destin de l'Amérique en main.

TRUMP MENE UNE SECONDE REVOLUTION CONSERVATRICE

Dans cette partie, nous allons mener une réflexion sur l'ancrage historique du phénomène politique MAGA. *Peut-on affirmer que Donald Trump incarne la seconde révolution conservatrice ? Si tel est le cas, quelles en sont les spécificités ?* Avant d'aborder le sujet de la seconde révolution conservatrice, il est pertinent d'aborder la première révolution conservatrice des années 1980.

Dans le premier rapport du Millénaire consacré à la politique de Donald Trump, [*La révolution Trump*](#), le think tank décrivait déjà **la première révolution conservatrice, aussi appelée révolution néolibérale**. Nous utilisons dans ce contexte le mot de révolution pour décrire le caractère novateur et disruptif de la politique mise en place dans les années 1980. En effet, le cycle du néolibéralisme a incarné la première révolution conservatrice dans la mesure où cette théorie politico-économique est venue remodeler l'ordre socio-économique. Cette première révolution conservatrice naît de la volonté de réduire les interventions des États dans la sphère économique et sociale. Il est inauguré par l'arrivée au pouvoir de Ronald Reagan aux États-Unis d'Amérique, et de Margaret Thatcher au Royaume-Uni, qui vont tous deux respectivement bouleverser la société américaine et britannique.

Dans les années 1970, les économies occidentales sont touchées par une inflation forte et un chômage élevé à la suite des deux chocs pétroliers (1973 et 1979). Les idées keynésiennes qui ont marqué la reconstruction après la Seconde Guerre mondiale, ne font guère plus l'unanimité et ne parviennent pas à endiguer la crise économique qui s'aggrave. Le candidat Ronald Reagan arrive au pouvoir aux États-Unis d'Amérique en 1981 avec des promesses de réformes économiques. Dans une phrase restée célèbre, Reagan affirme lors de son investiture que « le gouvernement n'est pas une solution, il est le problème ». Convaincu par les thèses de Milton Friedmann et Friedrich Hayek, il va alors opérer une importante dérégulation de

l'économie, en cantonnant l'État à un rôle de protecteur du marché (garantissant la concurrence libre et non faussée), et de garant de la propriété privée. Cette pensée néolibérale va donner naissance au consensus de Washington, qui donne corps à cette nouvelle philosophie économique et qui va guider la conduite des politiques monétaire et budgétaire dans la plupart des pays occidentaux jusqu'à la crise de 2008. On y trouve d'abord une opposition frontale au déficit budgétaire, accusé de n'offrir qu'une croissance à court terme et de peser sur les générations futures. Il est donc réduit à un rôle de stabilisation ponctuelle. Pour ce faire, la dépense publique doit se limiter à des secteurs clefs, indispensables à la croissance et au soutien des plus faibles. Pour ne pas pénaliser l'économie, les impôts doivent avoir des taux marginaux les plus faibles possibles en compensant par une assiette plus large. Les taux d'intérêts ne sont pas un outil stratégique, mais seulement de régulation, ils doivent varier en réponse au marché. Mais c'est surtout sur le plan du commerce que le consensus de Washington va transformer notre monde en profondeur. Il prône un libre-échange mondialisé. Censé favoriser la compétition et la croissance par le biais de l'avantage comparatif, le commerce international doit être limité par le plus faible nombre possible de règles, les capitaux doivent circuler librement, les entreprises doivent être privées et soutenues par un système financier mondialisé.

Sur le plan immatériel, le néolibéralisme peut se définir comme la promotion de l'individualisme au détriment de la collectivité. La vision néolibérale de l'être humain est celle de l'*homo oeconomicus*, c'est-à-dire, la vision de l'homme comme un être fonctionnant uniquement selon un logiciel économique de consommation et de production. Le néolibéralisme a également réformé le secteur public. En effet, avec le néolibéralisme est née une nouvelle méthode de gestion publique, le *New Public Management*. Ce dernier a conduit les États à adopter une logique d'entreprise plaçant la question financière au centre de toute décision politique. Cette évolution a vidé de son sens l'appartenance à la nation, faisant de l'homme un concept universel et interchangeable. Cet effacement s'est étendu aux États, qui,

surpassés par la rationalité des marchés, se sont retirés de leurs grands engagements, comme la protection des individus ou l'égalité.

À l'instar de la première révolution conservatrice, Trump a incarné la seconde révolution. Comme nous l'avons mentionné plus haut, en 2028, **Trump aura marqué la politique américaine par sa longévité.** Tel Roosevelt dans les années 1930, Donald Trump aura été un acteur politique pendant 12 ans. Le succès de Trump en 2016 et en 2024 s'explique par le fait que l'Amérique était au croisement des chemins. D'un côté, nous avons **le Parti démocrate qui incarnait l'ancien monde** ou la continuité d'une politique menée depuis les années 1980, étant celle d'une Amérique multiculturelle prônant le droit des minorités (ethniques et sexuelles), de la continuité de la mondialisation néolibérale en prônant le libre-échange, un interventionnisme guerrier au nom de la liberté et de la morale et du multilatéralisme à travers la coopération interétatique dans les organisations internationales telles que l'ONU ou l'OMC. De l'autre côté, **le mouvement MAGA a émergé en 2016 comme une contre-réaction d'une Amérique en déclin et d'une partie de la population se sentant exclue du modèle néolibéral et critiquant le modèle d'une Amérique décadente.** D'où le succès des politiques de rupture avec le néolibéralisme de Donald Trump en prônant le une politique *America First*. C'est-à-dire un retour de l'utilisation des droits de douanes comme arme diplomatique et économique pour protéger l'intérêt des Américains, d'une diplomatie favorisant le bilatéralisme plutôt que le multilatéralisme et d'une lutte contre l'idéologie de déconstruction WOKE à travers la promotion de valeurs américaines traditionnelles notamment par le prisme de la religion.

Ainsi, Trump a fait basculer le monde dans une ère nouvelle, celle de la seconde révolution conservatrice. Son premier mandat est venu acter la fin du cycle néolibéral, que Reagan et Thatcher avaient inauguré dans les années 1980, pour laisser place à un nouveau paradigme idéologique marqué par le retour de l'État stratège et protecteur. Comme nous l'avons affirmé plus haut, cette idéologie MAGA est venue bouleverser la doctrine du Parti républicain, qui s'est essouffée avec les années. Il s'agit du néo-

conservatisme qui est basé sur la défense du libre-échange, du libre-marché et de l'individualisme, le tout modéré par un soutien aux valeurs traditionnelles et à la famille, et comprenant cependant une forte dose d'interventionnisme en ce qui concerne la politique étrangère. Ce « fusionnisme » a permis aux conservateurs et aux libertariens d'œuvrer côte à côte pour laisser l'État à la fois hors de l'entreprise et hors de la famille.

Comme nous l'avons déjà décrit plus haut, la seconde révolution conservatrice ou **la ligne Trump se caractérise par un retour au protectionnisme, l'arrêt de l'immigration, la baisse des impôts pour les classes moyennes et populaires et la fin de l'interventionnisme systématique à l'étranger.** C'est le retour de l'État stratège conciliant liberté et protection. En faisant de l'emploi le fer de lance de son mandat, Donald Trump va adopter une stratégie comportant deux grands thèmes politiques. Le premier, hérité de la tradition républicaine est celui de la diminution de l'État social et de la stimulation de l'économie américaine, en vue d'une croissance par l'offre. Pour stimuler l'économie, Donald Trump prône des réductions d'impôts. Lors de son premier mandat en 2017 il avait mis en place le *Tax Cuts and Jobs Act*, qui a été la plus grande révision du code des impôts depuis trois décennies. Dans son programme *Agenda47*, Donald Trump ambitionne de continuer sur cette politique de réduction des impôts et des régulations :

"Republicans will make permanent the provisions of the Trump Tax Cuts and Jobs Act that doubled the standard deduction, expanded the Child Tax Credit, and spurred Economic Growth for all Americans. We will eliminate Taxes on Tips for millions of Restaurant and Hospitality Workers and pursue additional Tax Cuts³".

Le deuxième grand axe de sa politique intérieure, est celui du retour d'un protectionnisme qui rompt avec l'ère néolibérale des 30 dernières années. Il augmente les tarifs douaniers, dans le but de financer des vagues d'investissement, et de rendre moins compétitifs les biens importés, les deux combinés étant censés

³ [Agenda 47](#). (2024).

favoriser le retour sur le sol américain, d'emplois qui ont été délocalisés dans les années passées. Sur le plan de la politique extérieure, Trump n'a qu'une stratégie, rendre sa grandeur à l'Amérique. Cela va passer par un durcissement de la diplomatie pour tenter de faire triompher les intérêts des États-Unis d'Amérique. En ce sens, il utilise l'arme douanière et les sanctions économiques pour adopter des accords commerciaux plus favorables. Ainsi, sous l'administration Trump, tout l'appareil administratif américain a pour vocation de soutenir les agents économiques, que ce soit à travers la politique commerciale, la politique monétaire ou encore l'utilisation croissante du département de la justice avec l'extraterritorialité. C'est la politique MAGA et *America first* dont l'ambition est de conserver une certaine idée de l'Amérique et de lui permettre de conserver son statut de première puissance mondiale.

LE SUCCES ET L'EVOLUTION DE TRUMP

SUCCES DE TRUMP EN 2016

Nous l'avions déjà brièvement abordé, mais **le succès de Donald Trump en 2024 s'explique par la légitimité qu'il a su gagner lors de son premier mandat en 2016**. C'est pourquoi il est pertinent pour le lecteur de revenir sur les raisons qui ont mené à la première victoire du milliardaire il y a 8 ans.

Dans le rapport du Millénaire de 2020 [La révolution Trump](#), nous abordions déjà les facteurs qui ont mené à l'émergence et la victoire de Donald Trump. **Premièrement, la déception d'Obama a été un des principaux facteurs de la victoire de Donald Trump.** Barack Obama fut un grand communicant et sa politique s'est inscrite dans la tradition des Nouveaux démocrates qui ont émergé avec la politique de Bill Clinton aux États-Unis d'Amérique ou encore Tony Blair au Royaume-Uni. Autour de discours très policés, il ne s'est jamais vraiment défait de l'ordre établi à Washington. De plus, Obama a rompu une forme de confiance avec le peuple américain, chez qui son élection avait procuré un espoir à la hauteur de la nouveauté de voir un président Afro-Américain à la Maison-Blanche. Cette rupture de la confiance s'est d'abord faite sur les questions raciales. Le rêve d'une Amérique post-raciale s'est envolé : après 8 ans de mandats démocrate (2008-2016) aucune amélioration économique n'a eu lieu pour les Afro-Américains dont le taux de chômage et de pauvreté est resté le même qu'à l'arrivée d'Obama au pouvoir. En parallèle, la criminalité et les fusillades n'ont pas décliné, contribuant au sentiment de défiance des classes moyennes et populaires blanches. Ainsi, les relations interraciales se sont dégradées. Obama n'a pas su canaliser la colère légitime que des bavures policières ont provoquée. Le deuxième point sur lequel Obama a déçu est économique. Il n'a pas réussi à faire entrer les États-Unis d'Amérique dans une nouvelle ère permettant à la fois de répondre à la crise de 2008 et à la montée de la Chine comme

concurrent crédible pour la première place mondiale. Il a principalement poursuivi les politiques menées par les démocrates de Bill Clinton ou les républicains de George W. Bush autour de politiques néolibérales en matière d'économie, de fiscalité ou de commerce, avec une poursuite des accords de libre-échange. Il a ainsi laissé une Amérique plus inégalitaire, dont les classes ouvrières victimes de la désindustrialisation et des *subprimes* se sont senties laissées pour compte.

La crise de 2008 a fait perdre 3,6 millions d'emplois à haut revenu et 2 millions d'emplois bon marché. La reprise aura inversé ces chiffres, recréant 2,6 millions d'emplois qualifiés et 3,8 millions d'emplois précaires. Dans le même temps, les revenus des 1% les plus riches ont augmenté de 11% rien que pour l'année 2013. Ainsi, même si les chiffres de l'économie américaine étaient très bons au niveau macroéconomique en 2016, de très larges pans de la population américaine s'en retrouvaient laissés pour compte, notamment les plus pauvres, et de nombreux américains sortis définitivement du marché du travail. Sur le plan des questions sociétales aussi, la déception a été à la hauteur de l'enjeu. Les Américains attendaient une vraie révolution, notamment sur la question de la couverture maladie. L'Obamacare avait suscité un véritable enthousiasme chez, notamment, les plus défavorisés. Il aura été très loin de l'assurance maladie universelle comme on la connaît en France. En introduisant un « mandat » obligeant à s'affilier à une assurance médicale, Obama a certes amélioré l'accès aux soins d'une petite partie des Américains, mais il a fait monter le coût des soins pour la grande majorité de la classe moyenne américaine, sans compter les ratés de la plateforme censée permettre aux Américains de trouver l'assurance qui leur convient. Surtout, il a sorti du débat la possibilité même d'une réforme profonde et d'une remise en question de la mainmise des sociétés privées sur l'assurance maladie. Cette question est finalement symptomatique de son incapacité à secouer les acquis de *l'establishment* démocrate.

Le deuxième facteur ayant mené à l'émergence du mouvement MAGA est le cri d'une Amérique profonde que les démocrates et les républicains n'ont

pas su capter avant 2016. L'échec de la politique Obama s'est cristallisé autour d'une partie de la société américaine qu'on a l'habitude d'appeler l'Amérique profonde. C'est dans les milieux ruraux que Trump a réalisé ses meilleurs scores électoraux. Ces Américains sont pour la plupart blancs, issus de régions industrielles ou agricoles, et voient leur travail menacé par la délocalisation, si bien qu'ils se sentent délaissés par la mondialisation. Mais là où peut-être Trump a réalisé la meilleure jonction électorale, c'est sur le plan des classes moyennes. En effet, l'Amérique profonde que l'on vient de décrire n'est pas la seule qui craint pour son avenir. Il y a eu un véritable déclassement des Américains moyens, qui autrefois constituaient un modèle dans le monde entier, autour du rêve américain, de la vie de banlieue pavillonnaire prospère. C'est toute la croissance économique de l'Amérique qui s'est fondée sur une société de consommation alimentée par une classe moyenne importante, or elle n'est plus majoritaire aux États-Unis d'Amérique et elle a connu un tournant majeur, elle n'est plus à l'abri de difficultés pour joindre les deux bouts. Dans un livre publié en 2016, l'économiste Brank Milanovic trace une courbe décrivant l'augmentation des revenus en fonction du quartile dans la répartition de la richesse mondiale. On y voit que les revenus des catégories très pauvres ont progressé, ainsi que les 1% les plus riches. Mais les grands perdants de la mondialisation en termes de pouvoir d'achat sont les classes moyennes occidentales. Ce phénomène n'est donc pas purement américain. Mais il est d'autant plus visible aux États-Unis d'Amérique, que sa classe moyenne a très longtemps été un modèle de développement.

Le troisième facteur ayant mené à la victoire de Trump en 2016 est son refus du politiquement correct. L'élection de Donald Trump aura aussi été celle de l'avènement d'une contre-réaction à ce que l'on pourrait qualifier de politiquement correct. En brisant ce carcan de la démocratie américaine, il a réussi à libérer la parole des déclassés de la mondialisation. Pour beaucoup d'Américains, il a eu le courage de dire tout haut ce que l'Amérique rurale ne peut pas dire faute d'être représentée. L'intelligentsia démocrate a voulu lisser la société américaine, sortir toute violence de l'espace démocratique, au point de limiter la liberté d'expression. A force de confondre ce qui est

bien et ce qui est vrai, les démocrates se sont vus déconnectés de la société américaine. Face à cette asepsisation du débat, Trump a eu la réaction la plus simple pour casser cette dynamique : l'outrance. Dans une Amérique profonde frustrée de ne pouvoir s'exprimer, qualifiée de raciste et rétrograde, Trump a agi comme un véritable bulldozer sur la scène médiatique américaine. Il a remis la politique sur le terrain du réalisme, la sortant de la morale. Cette opposition frontale au politiquement correct s'est matérialisée autour d'une forme assez nouvelle de communication politique.

Le quatrième facteur ayant mené à la victoire de Donald Trump est son statut d'outsider de la politique. En effet, il n'est pas politicien de carrière, mais a fait fortune dans l'immobilier à New York City. Avec son statut d'outsider, Trump a su répondre au ras-le-bol d'une partie de la population à l'encontre de technocrates et de politiciens de carrière. Comme en France, il existe aux États-Unis d'Amérique le même ressentiment de la population d'être représentée par une classe politique déconnectée de la réalité des

Américains. Donald Trump a vite compris cela et en a fait une marque de fabrique, notamment par son slogan de *drain the swamp*.

Le cinquième facteur aura été le style de communication novateur de Donald Trump tant dans sa rhétorique que son opposition aux médias *mainstream*. Du fait de sa rhétorique agressive et moqueuse, Donald Trump est

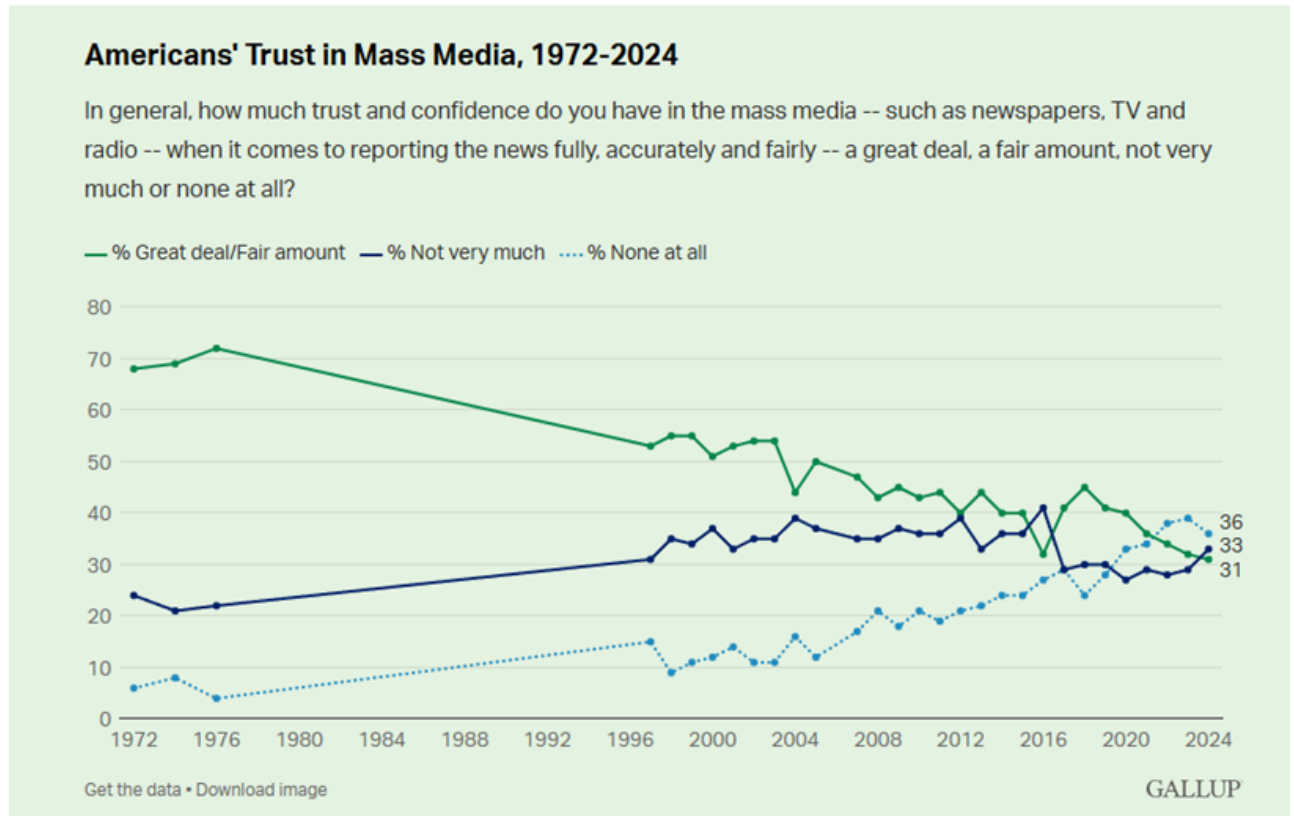
perçu par ses détracteurs comme grossier et ridicule, mais il a su charmer son électorat dans la mesure où il paraît franc, sans filtre et parler comme le peuple.



Le sixième facteur, également en lien avec la communication de Donald Trump, est son opposition aux médias *mainstream* et son utilisation des réseaux sociaux pour communiquer. Si Barack Obama avait été précurseur en utilisant Internet et les réseaux sociaux pour mener sa campagne de 2008, Donald Trump a lui fait évoluer la pratique des réseaux sociaux à un autre niveau en communiquant exclusivement dessus. Il aurait comptabilisé un total de 25 000 tweets lors de son premier mandat (2016-2020). Puis, en dénonçant les médias *mainstream* en les traitant de *fake news* ou *fake media*, Trump a aussi apporté une réponse au manque de confiance d'une partie des Américains dans les médias traditionnels par lesquels ils ne se ressentent pas représentés. En 2024, environ 36 % des Américains affirmaient n'avoir aucune confiance vis-à-vis des médias de masse. En comparaison, ils étaient moins de 10 % à exprimer un tel ressenti en 1972⁴.

⁴ Brenan, B. M. (2024, 15 novembre). Americans' Trust in Media Remains at Trend Low. Gallup.com. <https://news.gallup.com/poll/651977/americans-trust-media-remains-trend-low.aspx>

Défiance du peuple Américain à l'encontre des médias traditionnels :



Le septième facteur est lié au fait que Donald Trump a souligné la menace grandissante de la Chine et son ambition de concurrencer les États-Unis d'Amérique en tant que première puissance mondiale. Cette analyse n'est pas propre à Donald Trump, car déjà sous Obama, Washington avait initié un pivot du Moyen-Orient vers l'Asie. La différence est que Donald Trump a fait de la menace chinoise son cheval de bataille et de contrecarrer son influence dans le monde une priorité. De dénoncer la mondialisation néolibérale et les délocalisations d'usines vers la Chine a tout particulièrement séduit l'électorat des cols bleus ou des *non-college whites*. Ces derniers ont particulièrement été séduits par son discours en faveur de la sauvegarde de l'emploi, de la lutte contre les délocalisations et de la renégociation des accords de libre-échange⁵.

⁵ Fougier, E. (2017). La surprise Trump : les raisons d'une improbable victoire. L'Europe en Formation, n° 382(1), 9-31. <https://doi.org/10.3917/eufor.382.0009>.

Le huitième facteur ayant mené à la victoire de Donald Trump en 2016 est la question de l'immigration.

Selon les estimations en 2008 il résiderait aux Etats-Unis d'Amérique un total de 12 millions d'immigrés en situation irrégulière. Nous pouvons ajouter à cela l'évolution démographique des Etats-Unis d'Amérique dans le temps avec une population Blanche en déclin et une population Hispanique, Asiatique et Afro-Américaine de plus en plus importante⁶. Comme l'illustre le graphique ci-dessous depuis l'an 2000 l'augmentation des populations Hispaniques, Asiatiques et Afro-Américaines a été plus importante que la population Blanche. La population asiatique a augmenté d'environ 105 %, pour atteindre 21 millions de personnes, la population Hispanique a augmenté d'environ 80 %, pour atteindre près de 64 millions de personnes et la population Afro-Américaine a augmenté de 31 %, pour atteindre 45,4 millions de personnes. Cette évolution démographique au fil du temps risque d'exercer une influence sur les politiques à l'échelle nationale mais également sur la culture du pays.

⁶ Studies, C. F. M. (2024, 6 septembre). US Undocumented Population Increased to 11.7 Million in July 2023 : Provisional CMS Estimates Derived from CPS Data. The Center For Migration Studies Of New York (CMS). <https://cmsny.org/us-undocumented-population-increased-in-july-2023-warren-090624/#:~:text=The%20provisional%20estimate%20of%2011.7,as%20shown%20in%20Figure%202.>

U.S. population, by race/ethnicity

Estimated as of July 1, 2022

	2022	Change from 2000
Overall	333.3m	+18.4%
White	251.6m	+19.0%
Hispanic (any race)	63.7m	+80.3%
Black	45.1m	+31.0%
Asian	21m	+104.6%
Two or more races	10.1m	+47.5%
American Indian and Alaska Native	4.4m	+77.0%
Native Hawaiian and other Pacific Islander	878.8k	+120.3%

Data: [U.S. Census](#); Note: Estimates include people reporting one race alone; Hispanic individuals are also included in other categories, as they may be of any race; Chart: Kavya Beheraj/Axios

L'importante immigration illégale et le changement dans la composition ethnique de la population américaine ont déclenché dans la population Blanche un sentiment d'insécurité culturelle. Ainsi, les positions politiques de Donald Trump restrictives en matière d'immigration et son ambition de politique de réémigration des étrangers en situation irrégulière lui ont permis de sécuriser le vote d'une partie importante de l'électorat blanc.

BILAN DE LA PRESIDENCE TRUMP ET ECHEC DE 2020

Un premier aspect du bilan de Donald Trump aura été le caractère hors norme de sa présidence. Elle aura été hors norme au vu du profil du président. Nous rappelons que Donald Trump, en 2016, est devenu la première personne sans expérience gouvernementale ou militaire à être élue président des États-Unis d'Amérique. À titre de comparaison, Barack Obama avait été sénateur de l'Illinois et, avant lui, George W. Bush a été gouverneur du Texas. Puis, il aura marqué l'Amérique par une communication directe sur Twitter, comme nous l'avons abordé dans les précédents paragraphes.

Un second aspect aura été la valse des conseillers. En effet, la présidence Trump aura été caractérisée par un important *turnover* de conseillers ou de stratèges l'ayant quitté volontairement ou non. Parmi les départs, on peut citer le conseiller à la sécurité nationale John Bolton qui était en désaccord avec Donald Trump sur la stratégie à adopter à l'égard de l'Iran et de la Corée du Nord, qui est parti en 2019. Mais aussi Michael Flynn qui n'a tenu que 22 jours au même poste et qui a été contraint de démissionner en 2017 car il était mis en cause dans l'affaire d'ingérence russe. En outre, nous pouvons ajouter Jim Mattis, ancien secrétaire à la Défense, qui a annoncé le 20 décembre 2018 qu'il quittait son poste pour cause de désaccord sur la stratégie diplomatique de Donald Trump⁷. Nous verrons plus bas que cette valse de conseillers aura personnellement marqué Donald Trump et aura été un facteur déterminant dans son choix de *casting* pour son second mandat qui démarre ce mois de janvier 2025.

Un troisième aspect du bilan de Trump aura été son ambition de faire bousculer le vieux monde. Nous pouvons affirmer que c'est mission accomplie. Nous faisons déjà état de cet aspect singulier du premier mandat de Donald Trump [dans notre premier rapport sur la révolution Trump en 2020](#). UNESCO, OMS, traité de Paris sur le climat, accord sur le nucléaire iranien, etc. Le premier mandat de Trump aura été marqué par un refus du multilatéralisme au profit des relations bilatérales. En bon businessman, Trump a voulu renégocier les accords et les modalités de coopération à son avantage, quitte à justement bousculer l'ordre mondial de l'après-guerre.

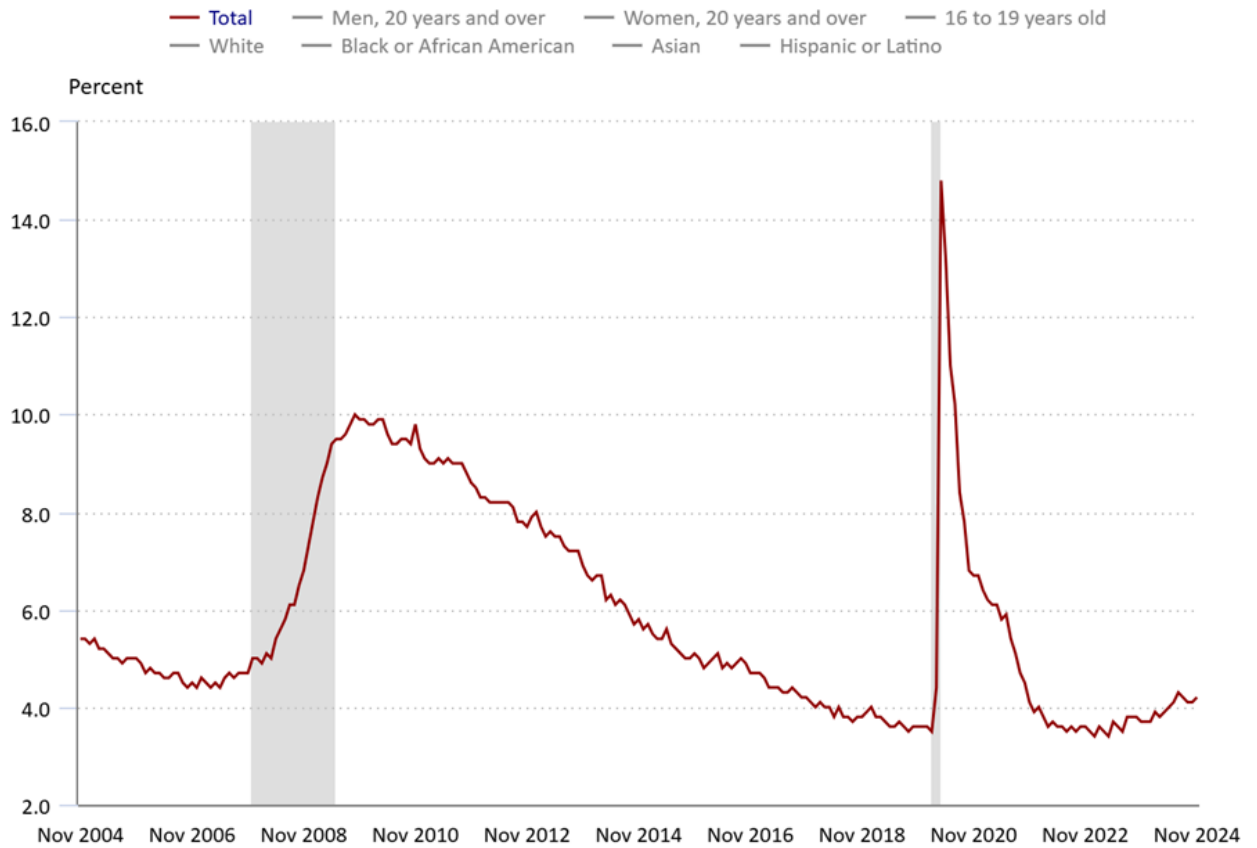
Un quatrième aspect de son bilan de 2016 aura été son ambition de tenir ses promesses de campagne. À son actif notamment, la réforme fiscale et les baisses d'impôts. Trump a par exemple ramené la taxe sur les bénéfices

⁷ Le Point.fr. (2020, août 24). La valse des ministres et conseillers de Donald Trump. Le Point. https://www.lepoint.fr/monde/la-valsedes-ministres-et-conseillers-de-donald-trump-24-08-2020-2388763_24.php

des entreprises de 35 % à 21 %. On note également un chômage tombé à 3,5% avant le Covid, comme l'illustre le tableau ci-dessous :

Civilian unemployment rate, seasonally adjusted

Click and drag within the chart to zoom in on time periods



Source: U.S. Bureau of Labor Statistics.

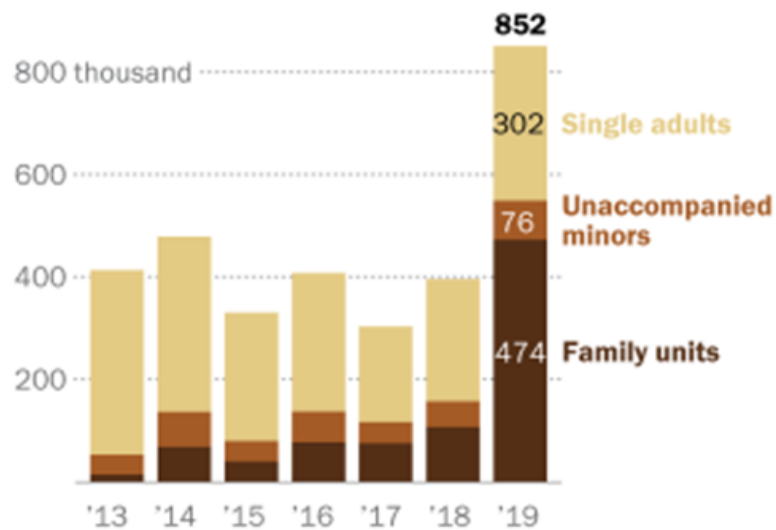


Sur l'immigration, il a certes échoué dans sa construction du mur mitoyen avec le Mexique (170 kilomètres de clôture ont été installés sur 600). Mais il a fait arrêter à tour de bras les clandestins à la frontière (environ 850.000 en 2019), expulser des milliers d'illégaux (mais moins qu'Obama).

Les arrestations d'immigrés clandestins ont plus que doublés en 2019
rapport le Pew Research Center :

Southwest border apprehensions more than doubled in 2019, driven by increase in families

Apprehensions at U.S.-Mexico border, by fiscal year and type



Note: "Family units" refers to the number of people traveling in families.

Source: U.S. Customs and Border Protection.

PEW RESEARCH CENTER

On note une augmentation des arrestations de clandestins par le ICE (*U.S. Immigration and Customs Enforcement*) à la suite de l'élection de Donald Trump en 2016. Mais comme le rapporte le Pew Research Center c'est moins que sous le mandat d'Obama :

ICE arrests went up after Trump took office, but remain lower than during much of Obama's tenure

Number of Immigration and Customs Enforcement arrests, by fiscal year



Notes: Includes only administrative arrests by ICE Enforcement and Removal Operations. Figures do not include Customs and Border Protection apprehensions.
Source: U.S. Immigration and Customs Enforcement.

PEW RESEARCH CENTER

Le nombre d'expulsions d'immigrés est également en augmentation depuis l'arrivée de Donald Trump en 2016 :

Removals of unauthorized immigrants rose 17% from 2017 to 2018, but remain below recent highs

Removals of unauthorized immigrants, by fiscal year



Notes: Includes removals by Customs and Border Protection and Immigration and Customs Enforcement. Removals are defined as "the compulsory and confirmed movement of an inadmissible or deportable alien out of the United States based on an order of removal."

Source: Department of Homeland Security, Yearbook of Immigration Statistics 2018.

PEW RESEARCH CENTER

Puis, Trump a continué le pivot vers l'Asie initié sous Obama et dont l'ambition est d'endiguer la menace Chinoise. Ainsi, Trump a initié une guerre commerciale avec la Chine en augmentant les droits de douanes. Son secrétaire d'État Mike Pompeo a même publiquement accusé le Parti communiste chinois de chercher à « dominer le monde »⁸.

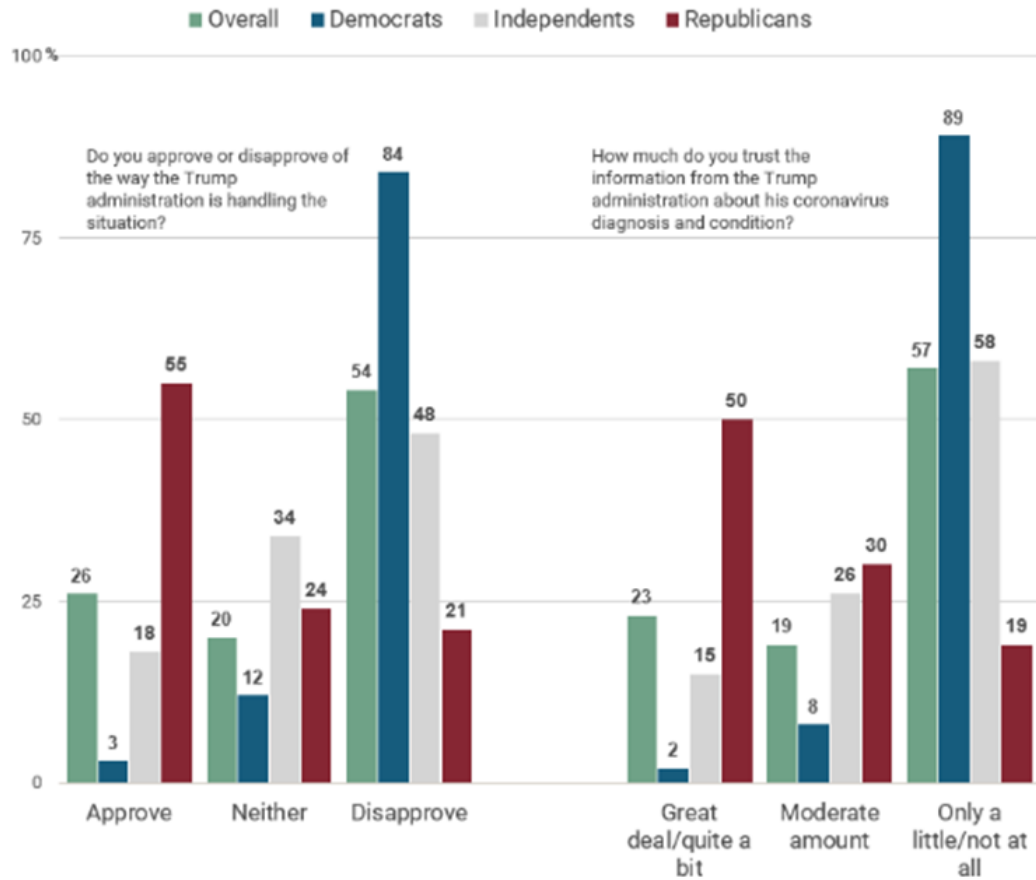
⁸ Ellan-Ebrahimian, B. (2021). [Special report: Trump's U.S.-China transformation](#). Axios

Donald Trump a comme promis soutenu Israël en déplaçant l'ambassade américaine à Jérusalem et en négociant les accords d'Abraham. Dernier et précieux gage donné aux républicains : il leur lègue une justice pour longtemps à leur main, spécialement à la Cour suprême, où il a nommé trois juges sur neuf.

L'événement qui est venu ternir le premier mandat de Donald Trump est la crise de la Covid-19. En effet, comme nous l'avons rapporté dans [le rapport La révolution Trump de 2020](#), la gestion hasardeuse de la crise sanitaire aura eu raison de la réélection de Trump. Après avoir sous-estimé la vitesse de propagation de la pandémie et le taux de létalité du virus pour les plus de 65 ans, le président américain s'est lancé lors de conférences de presse dans des propositions loufoques qui suggéraient par exemple d'ingérer de l'eau de javel et de s'injecter du détergent dans les veines pour vaincre le virus. Cette sortie lunaire l'aura totalement décrédibilisé dans son ambition de réélection en 2020. Fin mai 2020 Trump affirmait être en mesure de ne jamais dépasser le bilan de 80 000 à 90 000 morts. Or, lorsqu'il quitta la présidence en 2021, l'Amérique affichait un lourd bilan de 400,000 morts lié au COVID-19. Beaucoup d'Américains accusent Trump de ne pas avoir pris la crise au sérieux en s'opposant notamment aux recommandations scientifiques de l'époque. Au début du mois d'octobre 2020, après avoir lui-même contracté le COVID-19, Trump a ignoré les protocoles de sécurité, commandant un cortège pour pouvoir saluer ses partisans devant son hôpital. Une fois libéré, il est apparu sur le balcon de la Maison-Blanche pour enlever son masque devant les caméras, se moquant ainsi de l'appel des autorités sanitaires à se couvrir le visage. Selon un sondage mené par AP-NORC, en juillet 2020, 84 % des démocrates, 48 % des indépendants et 21 % des républicains désapprouvaient la gestion de la pandémie sous l'administration Trump.

The public is wary of the Administration's handling of Trump's Covid-19 diagnosis

Percent of adults



Question: As you may know, President Trump recently tested positive for the coronavirus. Do you approve, disapprove, or neither approve nor disapprove of the way the Trump administration has handled this situation?

Question: How much do you trust the information the Trump administration has provided about Trump's coronavirus diagnosis and condition?

Source: AP-NORC polls conducted July 16-20, 2020, with 1,057 adults and October 8-12, 2020, with 1,121 adults.

La réélection et l'héritage des présidents se forme dans le creuset des grands défis et nous pouvons en conclure que les Américains ont jugé que Donald Trump n'était pas à la hauteur du défi Covid.

L'EVOLUTION 2024



Le *come-back* de Donald Trump en 2024 est historique et sans précédent au point que le magazine Time a désigné le milliardaire « personnalité de l'année 2024 ». À la suite de sa défaite de 2020 il était promis à une mort politique certaine après l'attaque du Capitole et de l'étau judiciaire qui se resserrait sur lui. *Mais qu'est-ce qui explique ce retour ? Le Trump de 2024 est-il différent du Trump de 2016 ou de 2020 ?*

La première nouveauté du Trump de 2024 est la mainmise de son mouvement MAGA sur le Parti républicain. Donald Trump a remporté l'investiture du parti en 2016, 2020 et 2024 et a totalement évincé la ligne traditionnelle néo-conservatrice et néolibérale qui dominait le parti sous la présidence de George W. Bush. Mitt Romney, un des principaux détracteurs républicains de Donald Trump ayant voté en faveur de son *impeachment* en 2021, a lui-même affirmé que le mouvement MAGA domine totalement le GOP : *"MAGA is the Republican Party and Donald Trump is the Republican Party today"*⁹. Son aura et son emprise sur les électeurs républicains a pris une autre dimension à la suite de l'attentat raté sur sa personne en Pennsylvanie en juillet 2024 où il s'est relevé en clamant *fight, fight, fight*. Il est désormais perçu comme un héros populaire voire une incarnation divine par les plus religieux.

La seconde nouveauté est liée au fait qu'il a été mieux entouré lors de sa campagne. En 2016, Trump était un *outsider* mais en 2024, il s'est présenté

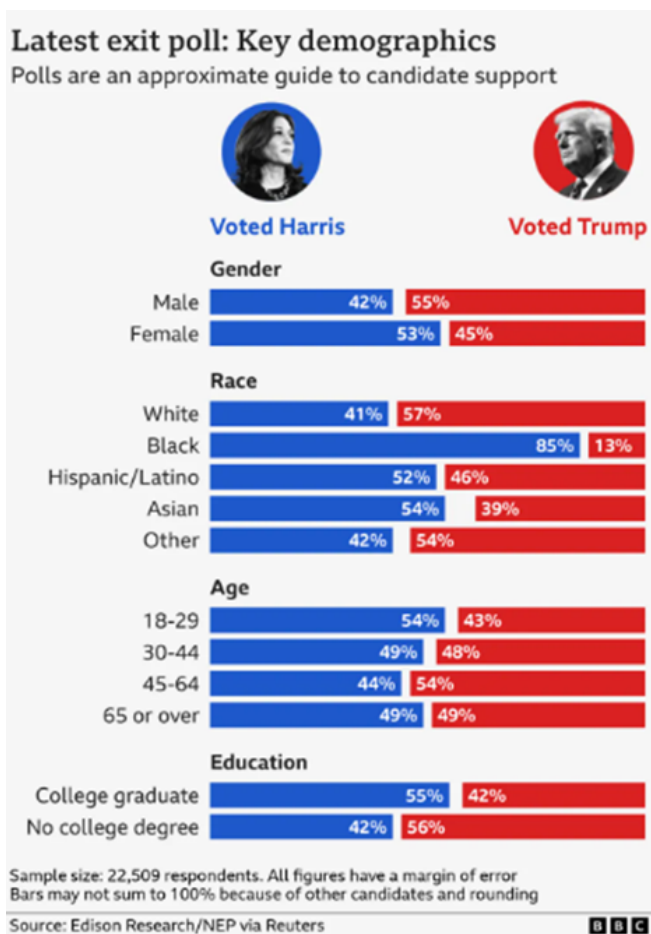
⁹ Bowden, J. (2024, 15 décembre). Romney admits the Trump MAGA agenda he stood up to now dominates Republican Party. The Independent. <https://www.independent.co.uk/news/world/americas/us-politics/mitt-romney-trump-maga-republican-gop-b2664745.html>

à l'élection avec un bilan, de l'expérience et un entourage qui lui est fidèle. La dernière campagne de Donald Trump a notamment été dirigée par Susie Wiles, qui avait déjà travaillé lors de la campagne de Ronald Reagan en 1980. Sans mentionner l'appui indirect de la part du think tank *The Heritage Foundation*, qui lui a livré une feuille de route politique avec le *Project 2025*. Nous pouvons aussi mentionner le *casting* préliminaire des personnalités qu'il ambitionne de nommer dans son administration présidentielle. Comme nous l'avons abordé précédemment, Trump veut éviter que le scénario de la valse des conseillers de 2016 se reproduise et, pour cela, il a nommé une équipe sur la base du critère de la loyauté. Pour citer quelques noms, Donald Trump a nommé Pam Bondi comme *Attorney General*. Elle a fait partie de l'équipe juridique de Trump lors de son premier *impeachment* et elle dirige actuellement la branche juridique de l'America First Policy Institute. La gouverneure du Dakota du Sud Kristi Noem a été nommé *Homeland Security Secretary*. Il s'agit d'une loyaliste de la première heure qui a un moment était même pressentie pour être la vice-présidente de Trump. Robert F. Kennedy Jr. A été nommé au poste de *Health and Human Services Secretary*. Kennedy est avocat spécialiste de l'environnement et héritier de l'une des familles démocrates les plus célèbres des États-Unis d'Amérique. Toutefois, il n'a pas de diplôme de médecine ou de santé publique et sa nomination est justifiée par son long engagement politique pour les enjeux de santé publique, mais également pour le récompenser de son ralliement et de son soutien au camp MAGA lors de cette campagne de 2024¹⁰.

La troisième nouveauté est l'articulation des thèmes politiques lors de sa campagne. Comme en 2016 Trump s'est concentré sur les enjeux économiques, d'immigration, de sécurité et d'anti-politiquement correct. Joe Biden a été fortement critiqué pour son bilan économique et surtout l'inflation. Trump a donc misé sur sa politique *America First* et plus

¹⁰ Kim, J., Yourish, K., & Lee, J. C. (2024, 26 décembre). Tracking Trump's Cabinet and Staff Picks : Who Has He Nominated So Far ? The New York Times. <https://www.nytimes.com/interactive/2024/us/politics/trump-administration-cabinet-appointees.html>

précisément sur les réductions d'impôts, la dérégulation et l'augmentation des droits de douanes. Il prévoit d'augmenter les droits de douane sur les importations à 10%, et jusqu'à 60% pour les produits en provenance de Chine. Il souhaite également détaxer les pourboires et encore réduire l'impôt sur les sociétés. Mais ce qui va le distinguer est sa position très agressive et hostile à l'encontre de l'idéologie WOKE. Trump a promis de faire en sorte de stopper l'allocation de fonds fédéraux à toute entité éducative qui fait la promotion de l'idéologie WOKE.



La quatrième nouveauté aura été son chemin vers la victoire qui a été marqué par un score record auprès des minorités Hispaniques, Asiatiques et Afro-Américaines. En effet, les républicains ont progressé auprès des électeurs issus des minorités lors des deux dernières élections, ce qui constitue un changement notable parmi certains des blocs de vote les plus fidèles aux démocrates. Comme le rappelle le *Brookings Institution*¹¹, historiquement la majorité des électeurs blancs ont favorisé les candidats républicains depuis la candidature de Richard Nixon en

1968. En revanche, les électeurs Afro-Américains favorisent traditionnellement les candidats démocrates, surtout depuis l'apparition des droits civiques dans les années 1960. Néanmoins, lors de l'élection de

¹¹ Frey, W. H. (2024, 12 novembre). Trump gained some minority voters, but the GOP is hardly a multiracial coalition. Brookings. <https://www.brookings.edu/articles/trump-gained-some-minority-voters-but-the-gop-is-hardly-a-multiracial-coalition/>

2024 Trump a progressé de 1 points auprès de l'électorat Afro-Américains. Selon les sondages en sortie des urnes, 13 % des électeurs Afro-Américains ont voté pour Trump, ils étaient 12 % en 2020. Le vote Hispanique est également historiquement favorable aux démocrates. Les sondages effectués par CNN à la sortie des urnes ont montré que le soutien des Hispaniques à l'encontre de Trump était passé de 32 % à 46 %. Parmi les électeurs américains d'origine asiatique, Trump est passé de 34 % à 39 %¹².

Il est important de souligner que malgré des variations dans les marges de vote des Blancs, des Afro-Américains et des Hispaniques, il est clair que les électeurs blancs continuent de favoriser les Républicains et les deux derniers groupes les Démocrates.

Carte représentant les Etats remportés par Donald Trump lors de la présidentielle de 2024 :



¹² Daniel, C. (2024). [Trump's gains with minority voters fuel GOP optimism](#). The Hill.

LE MONDE SELON TRUMP

PLAN INTERNE

Comme nous l'affirmions il y a quelques mois dans le précédent [rapport du Millénaire Le Monde selon Trump](#), le retour de Donald Trump à la Maison-Blanche va chambouler la politique domestique et extérieure des États-Unis d'Amérique. Commençons par analyser ses ambitions sur le plan de la politique interne.

Sur l'économie Trump va mener une politique typiquement MAGA ou *America First* avec le retour de l'État stratège qui mêle intervention dans l'économie lorsque les intérêts américains sont en jeu et dérégulation pour favoriser l'innovation et les échanges commerciaux. Ainsi, les ambitions économiques de Donald Trump pour son second mandat se concentrent sur plusieurs domaines clés. Il entend réduire les réglementations, en particulier dans le secteur de l'énergie, afin de stimuler la production nationale et de parvenir à l'indépendance énergétique. Dans le programme Agenda47, les républicains expliquent qu'ils veulent mettre fin aux restrictions sur l'extraction de pétrole, de gaz naturel et de charbon. Son administration donnera donc la priorité à la déréglementation et au soutien des énergies fossiles. C'est une promesse qu'il a répétée tout au long de sa campagne et elle est illustrée par son fameux slogan *drill, baby, drill*. Du côté des énergies renouvelables, il ambitionne de réduire les investissements. Le président élu perçoit les investissements dans les énergies renouvelables et les réglementations en faveur de l'environnement comme un frein à la compétitivité des États-Unis d'Amérique. Il prévoit également de mettre en œuvre de vastes réductions d'impôts pour la classe moyenne, la classe supérieure et les entreprises. Dans l'Agenda47, le mouvement MAGA promet de rendre permanentes les dispositions de la loi Trump de 2017 sur les réductions d'impôts et les emplois lors de son premier mandat, qui expire en 2025. Nous rappelons que cette loi avait permis la réduction des taux d'imposition pour les particuliers et les entreprises. Cela en réduisant les

taux d'imposition sur le revenu des particuliers dans les différentes tranches et en ramenant le taux de l'impôt sur les sociétés de 35 % à 21 %. Pour ce deuxième mandat, Trump a suggéré que les entreprises qui fabriquent des produits aux États-Unis d'Amérique puissent bénéficier d'un taux d'imposition inférieur de 15 %. Une nouveauté de 2024 est la proposition de supprimer les taxes sur les pourboires dans la restauration et l'hôtellerie. En outre, il a l'intention d'imposer de nouveaux droits de douane sur les importations afin de protéger les industries américaines. Le président élu a déclaré qu'il imposerait des droits de douane généraux de 10 à 20 % sur l'ensemble des importations de marchandises américaines et, plus spécifiquement, des droits de douane de 60 % sur l'ensemble des marchandises chinoises. A titre de comparaison, cela élargirait considérablement les droits de douane qu'il a imposés au cours de son premier mandat sur l'acier et d'aluminium et sur plus de 300 milliards de dollars de produits chinois¹³. Nous rappelons que cette politique économique s'inscrit dans le souhait de Donald Trump d'éliminer la dépendance à l'égard de la Chine. Au-delà de la rivalité sino-américaine, la stratégie économique de Trump s'inscrit dans sa vision d'une souveraineté économique américaine. D'où les politiques en faveur des relocalisations d'industries stratégiques ainsi que la promotion du *"Buy and hire American"*. Sur cet aspect, nous pouvons affirmer qu'il s'inscrit dans la continuité de son premier mandat, mais aussi de la politique de Biden. En effet, les Démocrates, à travers *l'Inflation and Reduction Act* (IRA), ont aussi compris l'importance de favoriser la relocalisation d'industries sur le sol Américain. L'IRA a été signé par Joe Biden en 2022 et comportait une série de mesures protectionnistes pour le climat à travers des subventions versées que pour les produits fabriqués aux États-Unis d'Amérique¹⁴. Un autre élément clé pour Donald Trump est de favoriser les investissements étrangers sur le sol américain. Donald Trump et ses équipes ont déjà commencé à en attirer. En décembre 2024, lors d'une conférence de presse à Mar-a-Lago, le PDG de

¹³ Payne, D. (2024). [The Trump agenda: Here's what to expect from his second term](#). Politico.

¹⁴[1] Amsili, S. (2022). [Qu'est-ce que l' « Inflation Reduction Act » qui inquiète tant les Européens ?](#). Les Echos.

SoftBank a annoncé un investissement de 100 milliards de dollars aux États-Unis d'Amérique au cours des quatre prochaines années. Pour relancer l'économie américaine, Trump a également promis d'importantes réductions budgétaires et une refonte des agences fédérales afin de rationaliser les opérations gouvernementales. C'est une mission qu'il a confiée à Elon Musk et Vivek Ramaswamy à travers le département DOGE.

Sur le sujet de la santé, Trump propose de réformer l'*Affordable Care Act* ou l'Obamacare en assouplissant la réglementation applicable aux assureurs et en ciblant des éléments spécifiques de la loi en vue de les abroger ou de les réformer¹⁵. Le président élu a également exprimé son intention de s'attaquer aux grandes entreprises pharmaceutiques, de réduire les prix des médicaments de l'assurance-maladie et de lutter contre les pénuries de médicaments en stimulant la production nationale. Mais aussi en liant les prix de certains médicaments à des coûts plus bas à l'étranger. En d'autres termes, il s'agit de réguler le prix des médicaments et de ne pas laisser leur prix se réguler selon le marché.

Sur le sujet de l'immigration et de la sécurité, Donald Trump va rester sur une ligne ferme, à l'instar de son premier mandat. Cela est notamment illustré par la nomination de Tom Homan comme *border czar*. C'était ce dernier qui avait suggéré de séparer les parents des enfants dans les déportations d'immigrés lors du premier mandat de Trump. Le magnat de l'immobilier a également déclaré qu'il mettrait fin à la pratique du *catch-and-release*, qui consiste à relâcher les migrants sur le sol national en attendant leur audience devant le tribunal de l'immigration. Au contraire, il veut favoriser la politique de *Remain in Mexico*, qui oblige les demandeurs d'asile à attendre au Mexique pendant que leur dossier est traité¹⁶. Comme nous l'avons mentionné dans le rapport [La révolution Trump](#), les républicains posent le constat d'une Amérique en déclin et l'immigration

¹⁵ Payne, D. (2024). [The Trump agenda: Here's what to expect from his second term](#). Politico.

¹⁶ Payne, D. (2024). [The Trump agenda: Here's what to expect from his second term](#). Politico.

massive et illégale en est une des causes. Dans l'Agenda47 Trump affirme qu'il signera un décret dès le « premier jour » pour mettre fin à la citoyenneté automatique pour les enfants des « étrangers illégaux ». Il propose également de continuer la construction du mur à la frontière sud, de ramener des troupes des bases américaines à l'étranger pour les stationner le long de la frontière, de déployer la Navy pour créer un "*Fentanyl Blocade*" et de mettre tous les moyens nécessaires pour stopper l'entrée illégale d'immigrés. Donald Trump entend également mettre en place la plus grande déportation d'immigrés dans l'histoire du pays, mais n'a pas encore communiqué les détails de ce plan. De surcroît, Trump entend réformer le droit du sol. C'est à-dire mettre fin à la citoyenneté de naissance, ce qui signifie que les enfants nés sur le sol américain d'immigrés clandestins ne seraient plus automatiquement des citoyens. L'ambition est de privilégier l'immigration sur la base du mérite.

Dans [le rapport sur la révolution Trump](#), nous faisons état de l'ambition de Trump de **réarmer moralement la société américaine autour de valeurs conservatrices et par conséquent, il entend mener une croisade contre l'idéologie WOKE**. Les républicains pensent qu'il est nécessaire de réarmer moralement une société américaine jugée décadente par son consumérisme, son gauchisme et désormais son wokisme qui agrège toutes les idéologies anti-américaines et déconstructrices cherchant à culpabiliser les Américains d'être ce qu'ils sont. Pour arriver à leurs fin, les républicains proposent dans l'Agenda47 de purger les éléments Woke des institutions fédérales et plus particulièrement de l'armée. **Dans le domaine de l'éducation les propositions de Trump pour endiguer l'influence de l'idéologie WOKE portent sur le financement**. En effet, il propose de couper les subventions fédérales pour les écoles enseignant la théorie du genre ou la théorie critique de la race. Des mentions sur la facilitation de l'école à domicile sont aussi présentes. Trump met également l'accent sur le retour à une « éducation patriotique » qui, selon lui, préparera mieux les élèves à la citoyenneté. Mesure inédite, Donald Trump propose de tout simplement supprimer le ministère de l'Éducation pour en faire une responsabilité qui serait gérée par les États et non l'État fédéral.

PLAN EXTERNE

"Many people in Canada LOVE being the 51st State. The United States can no longer suffer the massive Trade Deficits and Subsidies that Canada needs to stay afloat. Justin Trudeau knew this and resigned."

"If Canada merged with the U.S., there would be no Tariffs, taxes would go way down, and they would be TOTALLY SECURE from the threat of the Russian and Chinese Ships that are constantly surrounding them."

Ces deux publications de la part de Donald Trump sur les réseaux au sujet du Canada, qui pourrait devenir le 51^{ème} État américain, illustrent la **diplomatie agressive** qu'il compte mener. En effet, il y a encore quelques semaines, il était impensable d'entendre de tels propos de la part d'un président des États-Unis d'Amérique. Comme nous le rappelons dans notre rapport [Le monde selon Trump](#), la ligne directrice de Donald Trump dans les affaires internationales sera une politique *America First*, en d'autres mots, une politique visant à défendre les intérêts du peuple américain avant tout. Nous parlons volontairement ici de la politique de l'Amérique d'abord et non d'isolationnisme, dans la mesure où la ligne Trump n'est pas d'isoler les États-Unis des affaires mondiales tel un hérisson se refermant sur lui-même. Au contraire, **Donald Trump va mener une politique internationale interventionniste mais pragmatique ou réaliste et uniquement dans le souci des intérêts du peuple américain.** Dans l'Agenda47 il est affirmé noir sur blanc que Donald Trump va rétablir l'équilibre mondial avec une politique étrangère du "*peace through strenght*". Pour mener à bien cette politique, il propose de moderniser l'armée en investissant dans la recherche technologique de pointe, de renforcer les alliances tout en s'assurant que les alliés des États-Unis d'Amérique contribuent à leur propre défense. Donald Trump souligne l'importance d'investir et de relancer l'industrie de la défense américaine en n'achetant que de l'équipement sécuritaire et de défense américain.

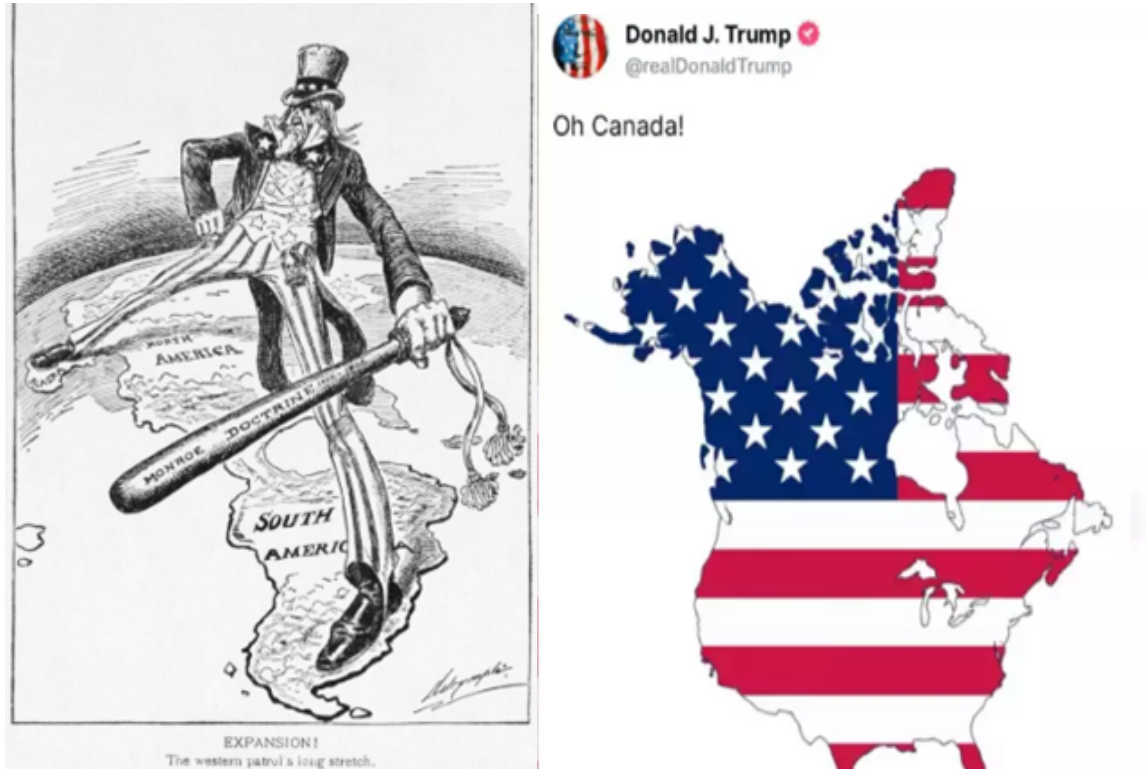
Ainsi, la diplomatie agressive de Donald Trump s'explique par ce souci de sécuriser les intérêts stratégiques américains et d'endiguer le déclin du pays. En effet, à la différence des démocrates et de Joe Biden qui incarnent une politique s'inspirant du libéralisme, se matérialisant par un multilatéralisme et une *moralpolitik*, Donald Trump est un réaliste. Ces sorties, quelque peu surprenantes, sur l'annexion du Canada, du Groenland et du Panama nous l'illustrent. Trump met une pression en taquinant et affaiblissant les gouvernements des trois pays, car les intérêts américains y sont menacés. Vis-à-vis du Canada Trump veut contrôler la frontière¹⁷ où le service de protection des frontières a empêché 23 721 passages illégaux¹⁸ en 2024. Nous pouvons ajouter à cela le déficit commercial de 64 milliards de dollars en 2023. L'intérêt pour Trump est de faire pression sur le Canada pour obtenir des gages sur la protection de la frontière et la négociation de meilleurs accords commerciaux dans l'intérêt de l'Amérique. Nous pouvons mener une analyse similaire au sujet de la sortie de Donald Trump sur le canal de Panama qu'il veut reprendre par la force. Ce dernier dénonce un coût des droits de passage et une présence chinoise trop importante¹⁹. Pour contrer la présence chinoise et ménager les intérêts américains dans le canal de Panama, Trump surenchérit dans sa rhétorique agressive. Idem pour le Groenland où Trump veut contrer les influences russes et chinoises et sécuriser les intérêts américains sur cette île riche en ressources naturelles et stratégiquement située près de l'Arctique. Ces déclarations sur le besoin de sécuriser l'influence américaine au Groenland laissent penser que Trump s'inscrirait dans la tradition de la doctrine Monroe, mais élargie jusqu'au Groenland. La doctrine Monroe est une doctrine de la politique étrangère des États-Unis d'Amérique, formulée pour la première fois par le président James Monroe en 1823. La doctrine affirme que toute intervention des puissances européennes dans les affaires politiques sur le continent

¹⁷ Gillies, R. (2024, 2 décembre). Trudeau and Trump talk borders in meeting, ambassador says | AP News. AP News. <https://apnews.com/article/canada-trudeau-united-states-trump-tariffs-42878c1cac442fc7a51c36fbc5fc78a3>

¹⁸ US Census Bureau. (2019, 15 avril). International trade. <https://www.census.gov/foreign-trade/balance/c1220.html>

¹⁹ Greenlanders respond to Donald Trump's comments. (2025, 10 janvier). [Vidéo]. NBC News. <https://www.nbcnews.com/politics/donald-trump/trump-take-canada-greenland-panama-canal-rcna186591>

américain serait considérée comme un acte potentiellement hostile à l'égard des États-Unis d'Amérique. Dans la pratique, cette doctrine a fait du continent de l'Amérique un pré-carré de Washington.



La doctrine de Trump en politique étrangère peut également être analysée à la lumière de la théorie du réalisme offensif du politologue américain John Mearsheimer. Elle postule que la nature anarchique du système international contraint les États à poursuivre des stratégies agressives pour assurer leur survie et maximiser leur pouvoir. L'exemple de l'hostilité de Trump à l'égard de la Chine vient valider cette affirmation. Dans l'Agenda47 il est décrit que, pour garantir l'indépendance stratégique vis-à-vis de la Chine, il est nécessaire de révoquer le statut de nation la plus favorisée de la Chine à l'OMC, de supprimer progressivement les importations de biens essentiels et d'empêcher la Chine d'acheter des biens immobiliers et des industries américaines. Ces mesures sont pensées dans l'objectif de contrer l'influence et la menace chinoise qui vient remettre en question le statut de première puissance mondiale des États-Unis d'Amérique. Rajoutons à cela le souhait de Trump de continuer le pivot vers

l'Asie en réduisant la présence américaine en Europe. En effet, Trump ne veut pas réduire l'influence américaine en Europe, mais uniquement la soustraire en poussant les États européens à davantage contribuer au budget de l'OTAN. Mais aussi en mettant fin au conflit en Ukraine et au Moyen-Orient pour se concentrer sur la menace chinoise.

IMPACT DE TRUMP SUR L'AVENIR

PERENNISATION DU TRUMPISME ET DU MOUVEMENT MAGA

Nous l'avons mentionné plus haut et nous pouvons affirmer que le trumpisme et le mouvement MAGA sont inscrits dans l'histoire politique américaine au même titre que la ligne néo-conservatrice de George W. Bush ou le keynésianisme de Franklin D. Roosevelt. Le mouvement MAGA a émergé en 2016 et depuis influence la politique américaine au point que Donald Trump revient à la Maison-Blanche en 2025. Toutefois, Donald Trump ne pourra pas se représenter dans la mesure où les mandats sont interdits pour un président américain exerçant plus de deux mandats, soit 8 ans. C'est la section 1 du 22^e amendement de la Constitution des États-Unis d'Amérique:

"No person shall be elected to the office of the President more than twice, and no person who has held the office of President, or acted as President, for more than two years of a term to which some other person was elected President shall be elected to the office of the President more than once. But this Article shall not apply to any person holding the office of President when this Article was proposed by the Congress, and shall not prevent any person who may be holding the office of President, or acting as President, during

the term within which this Article becomes operative from holding the office of President or acting as President during the remainder of such term²⁰.”

Ainsi, idéologiquement ou politiquement, le mouvement MAGA est solidement ancré dans la politique américaine. En effet, nous avons analysé plus haut les spécificités de ce mouvement qui répondent à une demande ou une attente de la part des Américains. C'est une ligne politique qui prône une priorité donnée aux intérêts américains, en opposition à une mondialisation néolibérale jugée sauvage et responsable du déclin américain. L'enjeu pour le trumpisme ou le mouvement MAGA sera dans les années à venir de préparer l'après-Trump. En effet, la difficulté d'un mouvement politique récent est qu'il se construit généralement autour d'une personnalité politique. Par exemple, MAGA est personnifié par Donald Trump et l'enjeu est pour les années à venir de faire émerger des successeurs qui seront capables d'incarner et de faire vivre le mouvement. À titre de comparaison, en France, Emmanuel Macron se trouve devant le même enjeu. Ce dernier ne pourra pas se représenter pour un troisième mandat et, pour faire vivre son mouvement politique Renaissance, il lui faudra assurer la succession d'une personnalité politique capable d'incarner sa ligne politique dans les urnes et auprès des Français.

TRUMPISME PARENTHÈSE OU UN MOUVEMENT D'AVENIR ?

Comme nous venons de le développer dans les paragraphes précédents, à l'heure actuelle, le trumpisme n'est pas une parenthèse et incarne l'avenir des États-Unis d'Amérique. Ce mouvement incarne l'avenir du pays dans la mesure où il est le symptôme du déclin américain et d'une restructuration de l'ordre mondial vers un ordre multipolaire. En d'autres mots, c'est la fin de l'ordre libéral ou de la *pax americana* née au lendemain

²⁰ [The 22nd Amendment of the U.S. Constitution. National Constitution Center](https://www.constitutioncenter.org/22nd-amendment) – constitutioncenter.org.

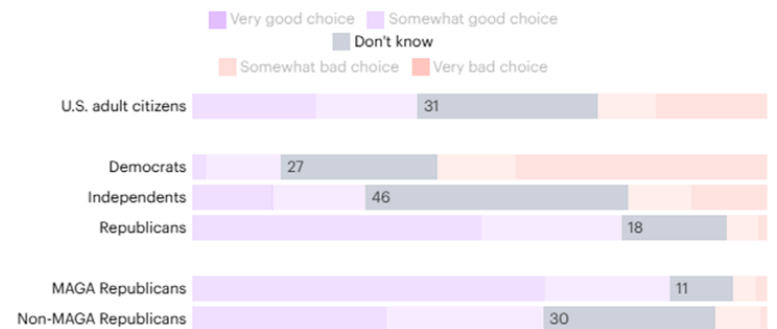
de la chute de l'Union soviétique et le retour des États-nations puissants, voire des empires.

Premièrement, se pose la question de l'avenir du mouvement MAGA après Trump, qui semble être une situation, pour le moment, complexe et évolutive. D'abord, il n'y a actuellement aucun héritier apparent du trumpisme, ce qui soulève des questions quant à la continuité du mouvement MAGA une fois que Trump se sera retiré du devant de la scène politique.

Deuxièmement se pose la question de l'évolution du mouvement. Comme nous venons de le voir, le mouvement MAGA est solidement ancré dans la politique américaine. Toutefois, rien n'empêche le mouvement d'évoluer politiquement dans un environnement post-Trump.

Most Republicans say J.D. Vance is a good choice for Donald Trump's running mate

Donald Trump recently selected J.D. Vance as his vice presidential running mate. Do you think that selecting J.D. Vance was a good choice or a bad choice? (%)



YouGov

The Economist / YouGov | July 21 - 23, 2024 • [Get the data](#)

Ainsi, dans l'ensemble, le mouvement MAGA restera influent, mais son avenir dépendra de sa capacité à s'adapter aux nouvelles réalités politiques et à cultiver de nouveaux *leaders*. C'est la raison pour laquelle Trump nomme des *outsiders* de la politique dans la mesure où ce sont des personnalités qui lui sont loyales et qu'il peut influencer à sa façon. Par exemple, Pete Hegseth, un présentateur Fox news, a été nommé secrétaire à la défense. Puis, pour le moment nous ne pouvons que spéculer mais JD Vance, vice-président de Donald Trump pourrait incarner un potentiel successeur. Un sondage, réalisé en juillet 2024, indique que la plupart des républicains estiment que J.D. Vance est un bon choix pour être le vice-président de Donald Trump.

INFLUENCE SUR LES DROITES DANS LE MONDE

Le retour de Donald Trump a déjà et va continuer d'exercer une influence sur les droites dans le monde. Il n'a pas encore pris ses fonctions de président que son mouvement MAGA influence déjà les mouvements politiques en Europe. Récemment, son acolyte le milliardaire Elon Musk s'est immiscé dans la politique européenne en soutenant l'AFD en Allemagne et en critiquant le premier ministre britannique du *Labour Party* Keir Starmer. De surcroît, le réseau social X-Twitter est devenu une plateforme propice au discours de droite dans la mesure où Musk a retiré les pratiques de *fact-checking*. Le fondateur de Meta, Mark Zuckerberg, a dit emboîter le pas sur X-Twitter en dénonçant le politiquement correct et la censure.

L'Amérique trumpiste incarne un modèle pour gagner la bataille culturelle pour la droite. Sa victoire, sa rhétorique et le programme politique MAGA sont une source d'inspiration pour les mouvements de droite en Europe, car Trump a contribué à normaliser un discours hostile à l'encontre de l'immigration, anti-woke, anti-média de masse, un style politique « d'homme providentiel » et, plus globalement, anti-politiquement correct. De surcroît, la victoire de Donald Trump galvanise les mouvements de droite en Europe, mais aussi dans le monde. Le Premier ministre hongrois Viktor Orbán a qualifié cette victoire de « victoire dont le monde avait grand besoin »²¹. En France, c'est Louis Sarkozy, fils de Nicolas Sarkozy et chroniqueur LCI, qui dit ouvertement qu'il faudrait s'inspirer de la stratégie de Donald Trump pour séduire l'électorat immigré et le ramener dans le giron de la droite. En effet, Donald Trump réussit le pari d'associer une campagne axée sur une approche sans tabou de l'immigration à une politique conservatrice soucieuse des valeurs traditionnelles. Le jeune Sarkozy pense que cette stratégie peut s'avérer payante dans la mesure où

²¹ Lory, G. (2024, 8 novembre). Is Trump's victory an opportunity or double-edged sword for Europe's far-right ? Euronews. <https://www.euronews.com/2024/11/08/is-trumps-victory-an-opportunity-or-double-edged-sword-for-europes-far-right>

la population musulmane est souvent plus conservatrice²². Autre figure politique de la droite française qui ne cache pas son admiration pour Trump est Sarah Knafo de Reconquête, qui était la seule personnalité française et européenne invitée aux commémorations du 7 octobre à la résidence de Mar-a-Lago. En outre, Eric Zemmour et Sarah Knafo seront les seuls politiques français invités à l'investiture de Donald Trump le 20 janvier 2020 à Washington DC.



De l'autre côté de la Manche, l'influenceur masculiniste Andrew Tate vient de créer son propre parti politique, le *BRUV Party*, afin de remettre la Grande-Bretagne sur le chemin de la grandeur.

À titre de comparaison, l'influence de Donald Trump sur les droites dans le monde est comparable à celle qu'avait eue Ronald Reagan lors de son arrivée au pouvoir en 1981. Ce dernier avait alors initié la première révolution conservatrice et fait entrer le monde dans l'ère néolibérale. Trump sera le candidat de la seconde révolution conservatrice qui va marquer la fin de cette première ère et le retour de l'État stratège.

²² De Saint Remy, P., & Sollety, M. (2024, 14 décembre). Louis Sarkozy's secret political dream : Emulate Trump. POLITICO. <https://www.politico.eu/article/louis-sarkozy-france-donald-trump-french-politics-nicolas-sarkozy-jeunes-republicains-les-republicains/>

CONSEQUENCES POLITIQUES DU RETOUR DE TRUMP POUR LA FRANCE ET L'EUROPE

Le retour de Donald Trump va affecter l'Europe et la France, et l'enjeu pour le Vieux Continent est de transformer le retour de Donald Trump en une opportunité pour revoir les stratégies en termes de politiques publiques.

Premièrement, le retour de Trump va acter le retour des droits de douanes sur les produits étrangers et cela affectera l'industrie européenne et française. Si Trump augmente les droits de douane de 10% ou 20 % cela entraînera une conséquence sur le marché des vins et spiritueux français ou du parmesan italien²³. Le marché des vins et spiritueux américain est le plus important pour les producteurs français, il représente, en 2022, un total de 27,1 % des exportations²⁴. Ces mesures illustrent la fin du dogme du libre-échange et le retour de l'Etat stratège conciliant liberté d'entreprendre et protection lorsque les intérêts américains sont menacés.

Deuxièmement, les relations diplomatiques seront chamboulées entre les deux pays. Bien que Trump et Macron ont entretenu des relations personnelles plutôt bonnes, ils ont des divergences de vues sur les questions internationales. Comme par exemple, la guerre en Ukraine ou la régulation du numérique. En effet, Trump se démarque de son prédécesseur Joe Biden dans la mesure où il ambitionne de désengager les États-Unis d'Amérique du conflit ukrainien. Puis, Donald Trump et Elon Musk sont tous deux en faveur d'une dérégulation du numérique et en faveur d'une liberté d'expression totale. L'UE a renforcé la modération des réseaux sociaux avec le *Digital Services Act* (DSA) et limité la domination des géants du web avec le *Digital Markets Act* (DMA). En effet, la liberté d'expression est considérée comme totale et sacrée aux États-Unis d'Amérique. Elle est régulée par le 1^{er} amendement de la Constitution. À l'inverse, en France, la vision de la

²³ France 2. (2024, 26 décembre). Italie : Donald Trump affole les producteurs de parmesan. Franceinfo. https://www.francetvinfo.fr/replay-jt/france-2/20-heures/donald-trump-affole-les-producteurs-de-parmesan_6978188.html

²⁴ Communiqué de presse. (2022). [Exportations de vins et spiritueux](#).

liberté d'expression est plus restrictive ou encadrée avec le délit d'opinion, qui n'existe pas outre-Atlantique. Le délit d'opinion est une loi et une infraction pénale qui sanctionne toute opinion amenant à une provocation à la haine raciale qui est considérée comme un délit, ou alors les personnes contestant l'existence des crimes contre l'humanité. Il sanctionne également toute opinion visant à sanctionner l'injure, la diffamation ainsi que l'atteinte aux bonnes mœurs. Ainsi, il existe un risque de confrontation entre les visions européennes et américaines sur la liberté d'expression.

Troisièmement, le retour de Donald Trump pourrait entraîner des conséquences pour l'Europe sur le sujet de l'OTAN. En effet, Trump prône une politique étrangère de réduction de l'engagement américain en Europe, tant en termes de présence militaire que d'intérêt diplomatique. Pour pallier ce désengagement américain les Etats européens vont devoir augmenter leur budget d'industrie de la défense. En janvier 2024, le président élu a même fait part de son souhait de voir la contribution des pays européens au budget de l'OTAN augmenter jusqu'à 5%, le taux actuel de 2% n'étant pas assez²⁵.

Quatrièmement, sur le plan de l'énergie, le retour de Donald Trump à la Maison-Blanche pourrait entraîner des répercussions significatives sur ce secteur en Europe. Le milliardaire risque de se désengager des accords climatiques internationaux et de mener une politique indépendante dans la mesure où Trump perçoit ses accords comme un frein à l'indépendance énergétique américaine. Un désengagement américain risque d'entraîner un effet boule de neige entraînant un désengagement généralisé des politiques climatiques européennes. En outre, lors de sa campagne, il a manifesté son ambition d'augmenter l'extraction des énergies fossiles comme le pétrole et le gaz. À terme, cela pourrait entraîner une augmentation des exportations américaines de gaz naturel liquéfié vers

²⁵ AFP et Le Monde. (2025, 8 janvier). Donald Trump veut que les pays de l'OTAN augmentent leur budget de défense à 5 % du PIB. *Le Monde.fr*. https://www.lemonde.fr/international/article/2025/01/07/donald-trump-veut-que-les-pays-de-l-otan-augmentent-leur-budget-de-defense-a-5-du-pib_6486929_3210.html

l'Europe. Face à une augmentation de l'offre de gaz, les prix de l'énergie se stabiliseraient, ce qui est plutôt une bonne nouvelle pour les Européens qui sont en pleine crise énergétique depuis que le continent n'est plus approvisionné en gaz et en pétrole russe. Néanmoins, une concurrence accrue des énergies fossiles américaines pourrait entraîner un ralentissement européen de la transition vers les énergies renouvelables dans un souci de rester compétitif.

En résumé, le retour de Trump va globalement entraîner une augmentation des incertitudes et la nécessité pour la France et l'Europe de s'adapter à une position plus autonome dans divers secteurs comme le commerce, la défense, l'énergie et les nouvelles technologies du numérique. **La France et l'Europe devront adopter des stratégies plus indépendantes pour assurer leur stabilité et leur prospérité dans un monde en profonde mutation.**

CONCLUSION

Le retour de Donald Trump à la présidence des États-Unis marque une nouvelle ère de bouleversements politiques et économiques. Le retour de Trump souligne l'ancrage de son mouvement politique initié en 2015. Son premier mandat (2017-2021) fut marqué par la doctrine America First, des politiques commerciales protectionnistes et des restrictions liées à l'immigration. Avant même son retour à la Maison Blanche, Trump avait déjà transformé en profondeur les États-Unis et le monde, marquant la fin du cycle néolibéral et l'émergence de la seconde révolution conservatrice.

Les détracteurs de Trump le décrivent comme imprévisible et impulsif, sans colonne vertébrale idéologique. Cependant, cette description est biaisée et incomplète. Trump incarne plusieurs mouvements : la fin du cycle néolibéral, l'émergence de la Chine, la déception des présidences Obama et Biden, le soulèvement de l'Amérique profonde et le refus du politiquement correct.

Le premier mandat de Trump a été caractérisé par la doctrine America First, des politiques commerciales protectionnistes et des restrictions liées à

l'immigration. Son retour à la Maison Blanche a confirmé son influence durable sur la politique américaine et mondiale. Trump a déjà transformé en profondeur les États-Unis et a fait basculer le monde dans une nouvelle ère, marquée par la fin du cycle néolibéral et l'émergence de nouvelles dynamiques géopolitiques.

Donald Trump n'a pas pour autant mis fin à ses ambitions de transformer durablement l'Amérique et le monde, puisque le programme de son retour à la Maison Blanche est conséquent. Sur le plan interne, Trump prévoit de réduire les réglementations, de stimuler la production nationale d'énergie fossile, et de mettre en œuvre des réductions d'impôts. Il propose également des politiques fermes en matière d'immigration et de sécurité, y compris la construction d'un mur à la frontière sud et la fin de la citoyenneté automatique pour les enfants des étrangers illégaux. Sur le plan externe, Trump adopte une diplomatie agressive visant à sécuriser les intérêts stratégiques américains, notamment en augmentant les droits de douane et en modernisant l'armée.

Le slogan « Make America Great Again » sur le plan international vise surtout à relancer les États-Unis déclassés pour s'imposer face à la montée des puissances Russe, Iranienne et Chinoise. La Chine est considérée comme l'adversaire le plus sérieux aux ambitions américaines de rester la première puissance mondiale et de conserver son leadership sur les institutions internationales, le système politique, économique et monétaire, et sur les affaires mondiales. La doctrine isolationniste fait une exception sur l'Indopacifique, puisque Donald Trump poursuit la politique du pivot américain. Il s'agit de désengager les États-Unis sur les différents théâtres d'opérations pour un engagement plus important dans l'Asie de l'Est pour contrer les ambitions chinoises. Ainsi, on comprend en substance sa relation avec les Européens pour qu'ils se défendent progressivement seuls ou qu'ils apportent leur concours aux projets américains.

Comme Ronald Reagan en son temps, Donald Trump souhaite revenir à la Maison Blanche pour rendre sa grandeur à l'Amérique qui est jugée

déclassée de son statut d'Hyperpuissance. L'ancien président souhaite restaurer le leadership américain sur les affaires du monde et limiter les ambitions des Empires notamment celui de la Chine qui est la principale menace à la domination américaine. Donald Trump in fine, souhaite restaurer l'Empire américain, qui domine les affaires mondiales, avec un ordre bâti par lui et pour assouvir ses intérêts.

Par **Sean Scull**, Analyste du Millénaire,
William Thay, Président du Millénaire

Crédit photo : [Donald Trump par Gage Skidmore](#) via Flickr, sous licence CC BY-SA 2.0



Le Millénaire est un groupe de réflexion spécialisé sur les questions de politiques publiques. Il est composé d'une centaine de contributeurs de divers horizons — cadres du privé, du public, chercheurs, chefs d'entreprises — et chacun expert dans son domaine.

Président : William THAY

Secrétaire général : Clément PERRIN

Vice-présidents: Gilles BÖSIGER et Olivier BODO

Directeur des études : Matthieu HOCQUE

Directeurs adjoints des études: Pierre CLAIRE et Florian GERARD-MERCIER

Communication : communication@lemillenaire.org

Presse : presse@lemillenaire.org

Et pour suivre toutes les actualités du Millénaire :

<http://lemillenaire.org>



***Mentions légales :** L'ensemble de ce rapport relève de la législation française et internationale sur le droit d'auteur et de la propriété intellectuelle. Tous les droits de la reproduction sont réservés à l'association « Le Millénaire », la reproduction de tout ou partie de ce rapport sur quelque support que ce soit est formellement interdite sauf autorisation expresse du Président de l'association.*